



ENTREZ VOIR NOTRE COMPAGNIE

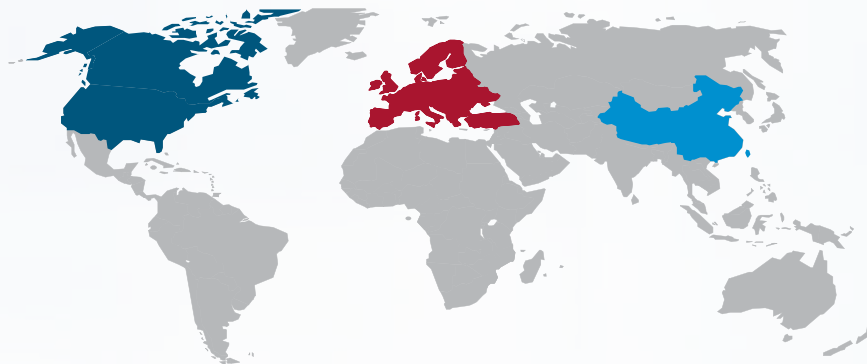
RAPPORT ANNUEL 2008

 **SAVARIA**

FAITS SAILLANTS

1979	Fondation de la Société
1989	Acquisition par Marcel Bourassa Cinq employés Chiffre d'affaires de 200 000 \$
1991	Arrivée de Robert Berthiaume Développement du réseau de distributeurs américains
1994	Mise en marché de l'ascenseur Télécab
1995	Mise en marché de la plate-forme oblique ES-125
1996	100 détaillants; chiffre d'affaires de 3 millions \$
1997	Mise en marché du siège d'escalier B.07 Superficie de l'usine : de 12 500 à 25 000 pi ²
1998	Mise en marché de la plate-forme verticale Multilift Superficie de l'usine : de 25 000 à 31 000 pi ²
1999	200 détaillants; chiffre d'affaires de 7,8 millions \$
2001	Mise en marché du siège d'escalier courbe Stairfriend Superficie de l'usine : de 31 000 à 41 000 pi ²
2002	Mise en marché du siège d'escalier Step-Saver Inscription à la Bourse du TSX Croissance Début de l'approvisionnement auprès de fournisseurs chinois
2003	Transfert à la Bourse de Toronto Placement privé de 5 millions \$ Nouveau siège social à Laval (Québec) Superficie de l'usine : de 41 000 à 70 000 pi ² Chiffre d'affaires : 17,6 millions \$
2004	Mise en marché de l'ascenseur résidentiel Ultimo 300 détaillants Chiffre d'affaires : 22,1 millions \$
2005	Acquisition de Concord Elevator inc. et des actifs de Van-Action inc. Placement privé de 5,6 millions \$ 600 détaillants Chiffre d'affaires : 39,3 millions \$
2006	Intégration de Concord et de Van-Action Abandon des ventes directes hors de Montréal Nouvelle politique de dividendes Chiffre d'affaires : 59,2 millions \$
2007	Transfert des activités manufacturières de Laval aux usines d'Ontario et de Chine Mise en marché de l'ascenseur résidentiel Eclipse Chiffre d'affaires : 57,5 millions \$
2008	Entente de commercialisation avec Vimec et Merits Vente de l'immeuble de Laval Développement de l'usine chinoise : cinquante employés Chiffre d'affaires : 54,7 millions \$

NOTRE VIRAGE INTERNATIONAL S'ACCENTUE



MESSAGE DU PRÉSIDENT

C'est avec un plaisir renouvelé, que j'exerce le privilège qui m'est accordé, de vous faire part des récents développements et des réalisations de notre entreprise au cours de la dernière année. Malgré les soubresauts de l'économie et du marché immobilier et financier aux États-Unis, nous avons atteint une performance plus que satisfaisante.



À LA CONQUÊTE DU MARCHÉ MONDIAL

Tout en conservant sa position de deuxième plus importante entreprise nord-américaine engagée dans l'industrie de l'accessibilité de produits pour personnes à mobilité réduite, Savaria continue à être le seul manufacturier au monde à offrir une gamme aussi complète de produits d'accessibilité.

Notre stratégie demeure la même, être présent à titre de manufacturier et de distributeur dans les grandes régions du monde. En Amérique du Nord, plus de 600 détaillants assurent la distribution de nos produits.

En Chine, via notre filiale Savaria Huizhou, nous fabriquons des composantes pour nos produits depuis deux ans. Je tiens à souligner que nous comptons débiter nos ventes sur ce marché au cours de l'année 2009. Nous prévoyons que les activités de cette filiale prendront de plus en plus d'importance dans les années à venir. Dans cet immense marché potentiel, notre localisation non loin de Hong Kong, Canton et Shanghai est plus que stratégique. Nous sommes au coeur même du triangle d'or chinois où le revenu moyen per capita est le plus élevé du pays.

Dans l'ensemble, notre objectif est d'offrir à nos actionnaires un rendement sur investissements des plus satisfaisants.

SURVOL DE L'ANNÉE 2008

Au premier trimestre de l'année 2008, nous avons finalisé la vente de notre immeuble de Laval, ce qui nous a procuré un gain de 2 millions \$. Par ailleurs, nous avons complété l'intégration des activités transférées à Toronto et cette consolidation a favorisé une plus grande efficacité opérationnelle et des économies de coûts importantes.

L'année 2008 a été difficile pour notre industrie. Le ralentissement économique mondial nous a forcé à revoir nos opérations afin de maintenir notre rentabilité. Nos efforts de mise en marché de certains nouveaux produits n'ont pas été récompensés en 2008 comme prévue. Par contre, nous devrions voir un impact positif sur nos résultats à partir du troisième trimestre de 2009.

D'un autre côté, l'ascenseur résidentiel Eclipse, dont la production a commencé en janvier 2008, a connu un franc succès avec plus de 400 appareils installés en Amérique du nord au cours de l'année 2008.

PROTÉGER LA VALEUR DES ACTIONNAIRES

En dépit du contexte économique difficile, particulièrement en ce qui a trait au ralentissement du marché immobilier résidentiel américain, nous avons réussi à protéger l'avoir des actionnaires et à dégager des bénéfices avant impôts de 3,2 millions \$ de même que des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de près de 1 million \$. Depuis l'instauration de la politique de dividendes en 2005, nous avons versé des dividendes annuellement pour un total de 19,2 cents par action. De plus, nous avons déclaré un dividende de 3 cents par action le 24 mars 2009.

Notre situation financière est très saine et nous possédons un solide bilan, ce qui est une force majeure en cette période d'incertitude. Au 31 décembre 2008, notre ratio d'endettement (dette à long terme / capitaux propres) était de 49 % et notre ratio de fonds de roulement, de 2,30. Nos trésoreries et équivalents, net des emprunts bancaires, atteignaient 4,5 millions \$ et nos facilités de crédit non utilisées se chiffraient à 2,8 millions.

De plus, nous disposons d'un financement bancaire à long terme de 6 millions \$ octroyé à la société en novembre 2008. De ce montant, seul 1,9 million servira aux opérations courantes, le solde étant disponible pour des projets d'acquisitions futures.

La valeur élevée du dollar canadien par rapport à la devise américaine au cours des trois premiers trimestres de l'année 2008 ainsi que la détérioration du marché immobilier aux États-Unis, nous ont incité à une plus grande vigilance. Grâce à la restructuration de nos actifs, nous sommes demeurés rentables et nous avons généré des flux de trésorerie importants.

POURSUIVRE NOS EFFORTS

Nous continuerons à déployer nos efforts au cours de l'année 2009 puisque d'ores et déjà, nous pouvons entrevoir un environnement économique particulièrement défavorable. Ainsi, nous assurerons le contrôle de nos coûts par une gestion plus serrée de nos ressources et nous optimiserons nos opérations tout en stimulant notre productivité.

De plus, nous comptons améliorer notre soutien auprès de nos détaillants en leur fournissant des outils de prospection de nouveaux clients et en poursuivant nos efforts d'assistance aux installateurs. Nous stimulerons la mise en marché du nouveau véhicule TX Plus de Van-Action, qui est doté d'un accès à l'arrière en plus d'une porte latérale.

Finalement, nous allons profiter de notre présence et de nos partenariats à l'échelle mondiale afin de bénéficier des meilleurs rapports qualité-prix pour nos achats et de conquérir de nouveaux marchés où la demande pour les produits d'accessibilité est forte.

REMERCIEMENTS

Je désire remercier tous nos employés pour leurs efforts soutenus et leur support constant qui sont d'une importance cruciale en ces temps difficiles. Finalement, je tiens à rassurer les actionnaires qu'ils peuvent continuer à faire confiance aux administrateurs de Savaria et que nous emploierons toutes nos compétences pour vous faire honneur.

Je vous remercie de votre attention et de votre intérêt pour Savaria.



Marcel Bourassa
Président du conseil, président et chef de la direction

USINE PRINCIPALE



L'usine principale située à Brampton en Ontario, permet la fabrication de tous les ascenseurs de la société, de même que les plates-formes verticales. Plus de 200 employés y travaillent et les services de soutien technique et après-vente y sont concentrés. L'usine couvre une superficie de 220 000 pieds carrés.

USINE CHINOISE



Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co. Ltd effectue des sous assemblages de composantes de produits d'accessibilité ainsi que des produits finis pour le compte des filiales de la société et bientôt, pour la vente de produits sur les marchés chinois et européen. Avec un personnel excédant les 50 employés, cette usine est sous la supervision régulière de gestionnaires et d'ingénieurs canadiens, visant le transfert de certains processus et le perfectionnement des employés. L'usine est approuvée par l'Electrical Testing Laboratory, l'Association canadienne de normalisation, et le Bureau canadien de soudage. Sa superficie atteint 35 000 pieds carrés.

VIMEC



L'entente conclue avec notre partenaire Vimec, s.r.l., Italie, permettra dès l'année 2009, la distribution des produits Vimec en Amérique du Nord via le réseau de distribution de Savaria. Ces produits, plus précisément le siège et la plateforme élévatrice inclinée pour les escaliers courbes sont complémentaires à ceux de la société.

VAN-ACTION



Van-Action (2005) est spécialisé dans la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles. Elle offre principalement des minis fourgonnettes à planchers abaissés pour les personnes à mobilité réduite. Située à Ville St-Laurent, elle occupe des locaux de 70 000 pieds carrés et s'adresse tant au secteur privé qu'au secteur commercial. En janvier 2009, elle a finalisé les tests pour la mise en marché d'un nouveau véhicule muni d'une entrée arrière en plus d'une entrée latérale. Ce véhicule, unique en Amérique du Nord, sera offert à l'industrie du taxi adapté.

RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Conseil d'administration

Marcel Bourassa, B.A.A.
Président du conseil, président,
Chef de la direction et secrétaire
Savaria Corporation

Normand Balthazard*
Administrateur et président
du comité de vérification

Jean-Marie Bourassa, C.A.
Administrateur et chef de la
direction financière
Savaria Corporation

Jean-Louis Chapdelaine
Administrateur

Robert Berthiaume, ING.
Administrateur et vice-président,
recherche et développement
Ascenseurs Savaria Concord inc.

Peter Drutz*
Administrateur

* Membres du comité de vérification

Siège social

Savaria Corporation
2724 rue Étienne Lenoir
Laval (Québec) Canada H7R 0A3
Téléphone : 450 681-5655
Tél. sans frais : 1 800 931-5655
Télécopieur : 450 624-1349
Courriel : savaria@savaria.com

Ascenseurs Savaria Concord inc.
107, boulevard Alfred Kuehne
Brampton (Ontario) Canada L6T 4K3
Téléphone : 905 791-5555
Tél. sans frais : 1 800 661-5112

Van-Action (2005) inc.
4870, rue Courval
Saint-Laurent (Québec) Canada H4T 1L1
Téléphone : 514 342-5000
Tél. sans frais : 1-800 668-8705

L'assemblée annuelle et spéciale des actionnaires se tiendra le jeudi 21 mai 2009, à 11 h, au salon Crescent de l'Hôtel Le Crystal, situé au 1100, rue de la Montagne, Montréal (Québec).

La direction

Savaria Corporation
Marcel Bourassa, B.A.A.
Président du conseil,
président et chef de la direction
Hélène Bernier, C.A.
Vice-présidente finance

Ascenseurs Savaria Concord inc.
Bill Richardson
Vice-président exécutif

Van-Action (2005) inc.
Pierre Tiernan
Président

Banquier

Banque Nationale du Canada

Vérificateurs

PricewaterhouseCoopers, s.r.l.

Conseillers juridiques

Lévesque Gravel et associés

McLeod & Co.

Blake Cassels and Graydon LLP

Agent de transferts et agent pour la tenue des registres

Société de Fiducie Computershare du Canada

Informations boursières

Les actions de Savaria Corporation sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto sous le symbole SIS. Les actionnaires qui désirent obtenir la notice annuelle ou toute autre documentation sur la Société sont priés de transmettre leur demande par écrit, par télécopieur ou par courriel au siège social de la Société.

Service à la clientèle

Afin de connaître le détaillant de produits Savaria le plus près de chez vous, veuillez consulter le site internet de la Société : www.savariaconcord.com.

SAVARIA

Votre partenaire en accessibilité



www.savariaconcord.com



ENTREZ VOIR NOTRE COMPAGNIE

**RAPPORT DE GESTION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

eis SAVARIA



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2008

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2008**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Modification des conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Obligations contractuelles**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre apparentés**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et douze mois terminées le 31 décembre 2008 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2007. Il présente également une comparaison de ses bilans au 31 décembre 2008 et de 2007. À moins d'indication contraire, les termes « société » et « Savaria » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Les états financiers et le rapport de gestion ont été revus par le comité de vérification de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 24 mars 2009. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site Internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les principes comptables généralement reconnus au Canada

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux PCGR telles que : le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action et la trésorerie et équivalents par action afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Un rapprochement entre le bénéfice net et le BAIIA est montré à la section 9, Résumé des résultats trimestriels. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif à court terme moins le passif à court terme tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif à court terme sur le passif à court terme. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de trimestre et la trésorerie et équivalents par action correspond au résultat de la trésorerie et équivalents divisés par le nombre d'actions en circulation.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les PCGR et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

4. Survol des activités

Les activités de Savaria Corporation se déploient en deux secteurs : le secteur *Ascenseurs et Accessibilité* et le secteur *Transport adapté*. Le premier est assuré par la filiale Ascenseurs Savaria Concord qui conçoit, fabrique et distribue des produits répondant aux besoins des personnes à mobilité réduite, principalement des sièges d'escalier, des plates-formes verticales et obliques, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. La société se situe au premier rang au Canada et en deuxième place aux États-Unis au sein de l'industrie de l'accessibilité. Sa gamme élargie de produits est offerte par le biais d'un réseau comptant quelque 600 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. Le deuxième secteur est assuré par le biais de la filiale Van-Action (2005) qui effectue la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles. Elle offre principalement des minis fourgonnettes à planchers abaissés également pour les personnes à mobilité réduite. Les revenus annualisés du secteur *Ascenseurs et Accessibilité* représentent près de 46 M \$ alors que ceux du secteur *Transport adapté* sont de 9 M \$ pour un revenu total de près de 55 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activités sauf si expressément mentionné.

Savaria, dont le siège social est situé à Laval (Québec), compte trois autres installations : une usine de 220 000 pieds carrés à Brampton (Ontario), une usine de 70 000 pieds carrés à Ville St-Laurent (Québec) et une troisième usine de 35 000 pieds carrés à Huizhou (Chine). Cette dernière usine qui est exploitée par Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co. Ltd, une entité qui était détenue par un apparenté et dont le capital-actions a été transféré au nom de la société au cours du troisième trimestre. La société incluait cette entité dans sa sphère de consolidation depuis le 31 décembre 2007 à titre d'entité à détenteurs de droits variables (« EDDV ») et la consolide maintenant en tant que filiale depuis le 22 août 2008. Cette entité effectue des sous assemblages de composantes de produits d'accessibilité ainsi que des produits finis pour le compte des filiales de la société et bientôt, pour la vente de produits sur le marché chinois et européen.

Pour l'exercice 2008, les revenus de Savaria ont émané des États-Unis (54 %), du Canada (40 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (6 %). La société emploie quelque 370 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

5. Contexte commercial

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ceux-ci, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité seront nombreuses, comme le démontre le tableau ci-dessous.

En millions	2002	2007	2012	2030
Population des États-Unis	288,4	304,8	321,4	364,0
Population de 65 ans et plus	35,6	37,9	42,8	71,0
Population de 65 ans et plus requérant des équipements d'accessibilité	5,2	5,5	6,2	10,4

Sources : *U.S. Census Bureau, Freedonia Group*

Chaque mois, 800 000 personnes de plus atteignent l'âge de 65 ans à l'échelle mondiale. Les gens âgés de 65 ans et plus représentaient 12 % de la population américaine en 2002, cette proportion devant atteindre 20 %, soit plus de 70 millions de personnes, en 2030. Le *U.S. Census Bureau* envisage que le nombre de personnes handicapées augmentera deux fois plus rapidement que la population du pays. En fait, il prévoit que près de 500 000 américains de plus par année souffriront d'un handicap, portant leur nombre à 35,4 millions en 2030. Le phénomène est encore plus sévère au Canada, où les personnes âgées représentaient 13,1 % de la population en 2005, alors que cette proportion atteindra 23,1 % en 2030. Il est évalué que 14,6 % de ces personnes nécessiteront des équipements d'accessibilité, pourcentage qui augmentera pour deux raisons : d'une part, la durée de vie moyenne augmente, et d'autre part, les personnes âgées sont de plus en plus fortunées et auront ainsi les moyens d'adapter leur résidence afin d'y demeurer.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces appareils, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Quant au contexte concurrentiel nord-américain, trois principales entreprises, toutes privées ou filiales de grandes entreprises, offrent une gamme de produits similaires à celle de Savaria. Puisque 85 % des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitifs, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de points de vente de produits favorisant l'accessibilité.

6. Vision et stratégie

Notre vision

Être un chef de file oeuvrant à l'échelle mondiale dans le design, la fabrication, la distribution et le service après-vente de produits favorisant la mobilité de la personne.

Savaria est chef de file sur le marché nord-américain où nous exerçons principalement nos activités. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays, tels que ceux de l'Europe et de l'Asie, où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance tant pour les ventes que pour l'optimisation de nos achats.

Notre stratégie

En 2008, Savaria a mis en œuvre plusieurs initiatives afin d'accroître ses ventes et de pallier à l'augmentation de la valeur du dollar canadien. Malheureusement, les processus ont été plus longs que prévus et les actions entreprises ont tardé à porter fruits.

En 2009, la société poursuivra ses efforts entrepris en 2008 afin d'atteindre les résultats escomptés. De plus, la stratégie de l'entreprise a été adaptée afin de faire face à la conjoncture économique difficile qui prévaut aux États-Unis, principalement au niveau du marché immobilier, et qui impacte la vente des produits *Ascenseurs*.

La stratégie de Savaria pour les prochains mois s'appuie sur les éléments suivants :

- mettre en marché les produits des partenaires avec lesquels la société a signé des ententes de distribution en 2008, plus précisément le siège et la plateforme élévatrice inclinée pour les escaliers courbes de Vimec s.r.l. ainsi que le siège d'escalier rectiligne, le quadriporteur et le fauteuil roulant motorisé de Merits Health Products Co.;
- accroître la productivité et l'efficacité par une gestion serrée des coûts permettant d'obtenir des résultats à court terme sans pour autant compromettre la qualité de nos produits;
- être à l'affût des nouveaux marchés potentiels où il y a une forte demande pour les produits d'accessibilité afin d'accroître nos ventes; à titre d'exemple, nous travaillons actuellement à développer un réseau de distribution en Chine afin de vendre localement les produits fabriqués à notre usine de Huizhou;
- bénéficier des meilleurs rapports qualité-prix en effectuant nos achats de matières premières et de produits auprès des fournisseurs les plus avantageux, que ce soit des fournisseurs externes, des partenaires ou une filiale du groupe.

Par la mise en œuvre de ces stratégies, nous espérons maximiser la valeur pour nos investisseurs et susciter l'adhésion de nos employés, clients et fournisseurs.

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2008

Ventes en légère hausse pour le trimestre et en baisse de 5% pour l'exercice

Au 4^e trimestre de 2008, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,1 % par rapport aux ventes enregistrées au 4^e trimestre de la période correspondante de 2007.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, le chiffre d'affaires est en baisse de 2,8 M \$, soit de 4,9 %. De cette baisse, 2,2 M \$ est dû à la variation des taux de change entre les années 2007 et 2008 ; excluant l'impact des taux de change, les ventes sont donc en baisse de 612 000 \$, soit 1,1 % par rapport aux ventes de 2007.

Bénéfice d'exploitation en hausse de 593 000 \$ pour le trimestre et en hausse de 815 000 \$ pour l'exercice

Le bénéfice d'exploitation du 4^e trimestre de 2008 a atteint 334 000 \$ comparativement à une perte de 259 000 \$ pour la période correspondante de 2007. Excluant l'effet négatif des taux de change utilisés au 4^e trimestre de 2008 par rapport à ceux utilisés pour la même période de 2007, le bénéfice d'exploitation serait supérieur de 111 000 \$ et s'élèverait donc à 445 000 \$.

Pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2008, le bénéfice d'exploitation est de 2,5 M \$ comparativement à 1,7 M \$ pour la période correspondante de 2007. Excluant l'effet négatif des taux de change, le bénéfice d'exploitation serait supérieur de 2,1 M \$ et s'élèverait donc à 4,6 M \$ pour l'année 2008. Cette hausse de 2,9 M \$ s'explique principalement par le gain de 2M \$ sur la vente de l'immeuble de Laval (voir ci-dessous) .

Gain de change de 1,2 M \$ pour le trimestre et de 1,8 M \$ pour l'exercice

Un gain de change de 1,2 M \$ a été enregistré au 4^e trimestre de 2008. Ce gain provient de la conversion des soldes monétaires libellés en dollar US, en raison de l'augmentation du taux de clôture du dollar US par rapport au dollar canadien de 15,38 cents entre le 30 septembre 2008 et le 31 décembre 2008. Au trimestre correspondant de 2007, la société avait enregistré un gain de change de l'ordre de 170 000 \$.

Pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2008, un gain de 1,8 M \$ a été enregistré comparativement à une perte de 927 000 \$ pour la période correspondante de 2007. Ce gain provient de la conversion des soldes monétaires libellés en dollar US, en raison de l'augmentation du taux de clôture du dollar US par rapport au dollar canadien qui est passé de 0,9913 au 31 décembre 2007 à 1,2180 au 31 décembre 2008.

Dévaluation additionnelle des placements en papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») de 1,2 M \$ pour le trimestre

Suite à la conclusion du plan de restructuration et à l'évaluation de la juste valeur des placements en PCAA de la société, une dévaluation additionnelle de 1,2 M \$ a été comptabilisée au cours du 4^e trimestre. Au trimestre correspondant de 2007, une dévaluation de 254 000 \$ avait été comptabilisée.

Pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2008, le montant de dévaluation des placements en PCAA s'est chiffré à 1,4 M \$ comparativement à un montant de 254 000 \$ pour la période correspondante de 2007.

Gain sur la vente de l'immeuble de Laval

Suite à la fermeture de son usine de Laval, la société a procédé à la vente de son immeuble. Cette vente s'est conclue durant le deuxième trimestre de 2008 pour un montant de 4,9 M \$, déduction faite des frais de vente, engendrant un gain à la cession s'élevant à 2 M \$.

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action, les pourcentages et les taux de change - non vérifié)	2008	2007	2006
Taux de change de fin d'année du \$ U.S. vs \$ can.	1,218	0,9913	1,1654
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,0276	1,0909	1,1319
Chiffre d'affaires	54 713 \$	57 520 \$	60 298 \$
<i>Bénéfice brut en % du chiffre d'affaires</i>	23,1 %	23,5 %	26,6 %
Frais de vente et d'administration	11 339 \$	10 525 \$	11 462 \$
<i>Frais de vente et d'administration par rapport au chiffre d'affaires</i>	20,7 %	18,3 %	19,0 %
Bénéfice d'exploitation	2 532 \$	1 717 \$	3 097 \$
<i>% du chiffre d'affaires</i>	4,6 %	3,0 %	5,1 %
BAIIA ⁽²⁾	4 121 \$	1 351 \$	4 857 \$
BAIIA par action	0,151 \$	0,048 \$	0,168 \$
Gain (perte) sur change	1 792 \$	(927) \$	351 \$
Bénéfice (perte) net(te)	1 549 \$	(324) \$	1 904 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action – de base	0,057 \$	(0,011) \$	0,065 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action – dilué	0,057 \$	(0,011) \$	0,064 \$
Dividendes déclarés par action	0,063 \$	0,082 \$	0,022 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	27 299	28 371	29 669
Actifs totaux	40 683 \$	38 689 \$	40 261 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme)	8 776 \$	675 \$	5 265 \$
Passifs totaux	22 845 \$	16 066 \$	13 924 \$
Capitaux propres	17 839 \$	22 623 \$	26 337 \$

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change utilisés au cours de l'exercice

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice (perte) net(te) à la section 9

Le chiffre d'affaires de la société a diminué au cours des trois derniers exercices principalement pour les raisons suivantes : l'abandon des ventes directes à l'extérieur de la région de Montréal en juin 2006 et la variation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. En ramenant les résultats sur une base comparable, c'est-à-dire en excluant les ventes directes discontinuées et en ramenant les résultats au même taux de change que 2006, le chiffre d'affaires s'est maintenu au fil des ans. Plus précisément, il a augmenté de 3 % entre 2006 et 2007 et est redescendu de 3 % en 2008. Les ventes sont donc à un niveau comparable à celui de 2006.

Quant au bénéfice d'exploitation, toujours sur une base comparable et excluant le gain sur la vente de la bâtisse, il a baissé de 2,1 % par rapport au chiffre d'affaires de 2006 à 2007 et est remonté de 1,6 % en 2008. Il se situe donc à un niveau légèrement inférieur à celui de 2006. La baisse du bénéfice d'exploitation en 2007 est due, entre autres, à la radiation des inventaires de deux produits discontinués et de différentes dépenses et inefficacités découlant de la fermeture de l'usine de Laval.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, le gain sur cession provenant de la vente de l'immeuble de Laval en avril 2008, au montant de 2 M \$, a contribué à la variation du bénéfice net. De plus, une dévaluation des placements en PCAA au montant de 254 000 \$ en 2007 et de 1,4 M \$ en 2008 a été comptabilisée. En 2007, plusieurs autres éléments inhabituels ont aussi contribué à la baisse du bénéfice net: perte d'une entité à détenteurs de droits variables (164 000 \$), charge de rémunération à base d'actions suite à l'émission d'un prêt à un employé (108 000 \$), frais de restructuration (224 000 \$) et dévaluation d'actifs suite à la fermeture de l'usine de Laval (100 000 \$).

La nouvelle politique de dividendes, adoptée en 2006, a permis l'augmentation du dividende déclaré par action en 2007, qui est passé de 2,2 cents à 8,2 cents.

L'annulation d'actions suite au rachat publique d'actions aux nombres de 911 000 en 2007 et de 672 000 en 2008 a contribué à la majeure partie de la variation du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation depuis 2006.

Alors que l'actif total se retrouve à un niveau légèrement supérieur à celui de 2006, le passif total a augmenté de 6,8 M \$ en 2008 par rapport à 2007 en raison de l'obtention d'une dette à long terme de 6 M \$.

Quant aux capitaux propres, ils sont passés de 26,3 M \$ au 31 décembre 2006 à 17,9 M \$ au 31 décembre 2008 principalement en raison de l'enregistrement des autres éléments du résultat étendu reliés à la juste valeur des contrats de change à terme; au 31 décembre 2008, l'impact de cet élément est une diminution des capitaux propres de 4,1 M \$.

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres. La direction est d'avis que l'information non vérifiée reliée à ces trimestres a été préparée de la même façon que les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2008.

(en milliers, sauf les montants par action, les pourcentages et les taux de change – non vérifié)	2008				2007			
	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1
Taux de change de fin de trimestre du \$ U.S. vs \$ Can.	1,218	1,0642	1,0197	1,0265	0,9913	0,9948	1,0654	1,1546
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,0652	1,0289	1,0100	1,0063	1,0072	1,0711	1,1316	1,1542
Chiffre d'affaires	14 156 \$	14 681 \$	13 866 \$	12 010 \$	14 006 \$	14 527 \$	14 805 \$	14 181 \$
<i>Bénéfice brut en % du chiffre d'affaires</i>	27,2 %	24,6 %	21,2 %	18,7 %	20,5 %	24,9 %	22,9 %	25,9 %
Frais de vente et d'administration	3 321 \$	2 630 \$	2 652 \$	2 737 \$	2 611 \$	2 775 \$	2 462 \$	2 677 \$
<i>Frais de vente et d'administration par rapport au chiffre d'affaires</i>	23,5 %	17,9 %	19,1 %	22,8 %	18,6 %	19,1 %	16,6 %	18,9 %
Bénéfice (perte) d'exploitation	334 \$	796 \$	2 113 \$	(712) \$	(259) \$	565 \$	662 \$	749 \$
<i>% du chiffre d'affaires</i>	2,4 %	5,4 %	15,2 %	(5,9) %	(1,8) %	3,9 %	4,5 %	5,3 %
BAIIA ⁽²⁾	889 \$	1 357 \$	2 263 \$	(388) \$	(317) \$	452 \$	276 \$	940 \$
BAIIA par action	0,032 \$	0,050 \$	0,083 \$	(0,014) \$	(0,011) \$	0,016 \$	0,010 \$	0,033 \$
Gain (perte) sur change	1 180 \$	400 \$	(66) \$	277 \$	169 \$	(387) \$	(658) \$	(51) \$
Bénéfice (perte) net(te)	(146) \$	631 \$	1 652 \$	(588) \$	(886) \$	13 \$	(90) \$	639 \$
Bénéfice (perte) net(te) par action – de base et dilué	(0,005) \$	0,023 \$	0,061 \$	(0,021) \$	(0,032) \$	-	(0,003) \$	0,022 \$
Dividendes déclarés par action	-	-	0,063 \$	-	-	-	-	0,082 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	27 262	27 298	27 297	27 484	28 076	28 438	28 702	28 773

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change utilisés au cours de la période

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice (perte) net(te) au tableau suivant

Comme le démontre le tableau ci-dessus, la variation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien a eu un effet direct sur les ventes et par ricochet, sur le bénéfice d'exploitation et sur le BAIIA. On le constate principalement par le niveau de ventes plus faible entre le dernier trimestre de 2007 et le 2^e trimestre de 2008. Ceci est dû au fait que 57 % des entrées de fonds sont réalisées en dollar US alors que les déboursés en dollar US ne représentent que 31 % de ces entrées de fonds. Au 3^e trimestre de 2008, le chiffre d'affaires est remonté à un niveau comparable à celui des périodes précédant la hausse drastique du dollar canadien. Au 4^e trimestre de 2008, Savaria a reçu les contrecoups du ralentissement immobilier des États-Unis ce qui explique la légère baisse des ventes malgré la remontée du dollar américain.

Les frais de ventes et d'administration se situaient à une moyenne d'approximativement 2,7 M \$ par trimestre pour les trois premiers trimestres de 2008 comparativement à 2,6 M \$ en 2007. Ceci s'explique principalement par l'ajout des dépenses de la filiale Savaria Huizhou; en 2007, les résultats de cette filiale ont été inclus dans le poste *Autres revenus et charges* alors qu'en 2008, ils ont été inclus poste par poste à l'état financier.

Au 4^e trimestre de 2008, ils se sont élevés à 3,3 M \$ principalement à la suite d'une augmentation de la provision pour créances douteuses.

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de 2008 par rapport au même trimestre de 2007, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2008 comparativement à l'année antérieure. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2008 et 2007, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

Rapprochement du BAIIA avec le bénéfice net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA n'est pas reconnu selon les PCGR, la direction, les investisseurs et les analystes l'utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le bénéfice (perte) net(te), tel que calculé selon les PCGR, et le BAIIA.

(en milliers de dollars – non vérifié)	2008				2007			
	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre	Trimestre
	4	3	2	1	4	3	2	1
Bénéfice (perte) net(te)	(146) \$	631 \$	1 652 \$	(588) \$	(886) \$	13 \$	(90) \$	639 \$
Plus :								
Intérêts sur la dette à long terme	42 \$	27 \$	31 \$	35 \$	67 \$	72 \$	80 \$	69 \$
Dépense d'intérêts et frais bancaires	32 \$	44 \$	33 \$	93 \$	70 \$	24 \$	19 \$	48 \$
Impôts sur les bénéficiaires	876 \$	486 \$	361 \$	(114) \$	311 \$	134 \$	72 \$	29 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	110 \$	73 \$	93 \$	110 \$	133 \$	131 \$	130 \$	129 \$
Amortissement des frais de développement reportés	47 \$	70 \$	70 \$	71 \$	22 \$	33 \$	74 \$	71 \$
Amortissement des actifs incorporels	38 \$	38 \$	38 \$	38 \$	38 \$	106 \$	61 \$	36 \$
Moins :								
Revenus d'intérêts et de dividendes	110 \$	12 \$	15 \$	33 \$	72 \$	61 \$	70 \$	81 \$
BAIIA	889 \$	1 357 \$	2 263 \$	(388) \$	(317) \$	452 \$	276 \$	940 \$

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats du quatrième trimestre (3 mois) ainsi que sur l'exercice terminé le 31 décembre 2008 (12 mois).

Fluctuation des devises

Tel que mentionné précédemment, étant donné la proportion supérieure des ventes en dollars américains par rapport aux achats, les résultats de la société sont exposés à la fluctuation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Le tableau suivant résume l'effet de la variation du taux de change moyen effectif de la société sur les principaux postes de l'état des résultats pour le quatrième trimestre ainsi que pour la période de douze mois terminée le 31 décembre 2008, par rapport au taux de change moyen effectif de la même période de l'année précédente. À noter que les montants n'incluent pas l'effet de la variation des taux de change sur la conversion des postes de bilan libellés en dollars US.

Impact favorable (défavorable) de la fluctuation du dollar US <u>incluant</u> l'impact des contrats de change (en milliers de dollars)	3 mois	12 mois
Chiffre d'affaires	217 \$	(2 190) \$
Bénéfice brut et BAIIA	(111) \$	(2 054) \$

Afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change, la société utilise des instruments financiers dérivés, tel que des contrats de change à terme, qui sont comptabilisés à la juste valeur au bilan. Compte tenu qu'une perte sur contrats de change au montant de 1 M \$ a été comptabilisée en réduction des ventes au quatrième trimestre de 2008 comparativement à un gain de 205 000 \$ au quatrième trimestre de 2007, l'effet net défavorable de l'utilisation des contrats de change au quatrième trimestre de 2008 comparativement à 2007 est de 1,2 M \$ alors qu'il est défavorable de 1,5 M \$ pour l'exercice 2008.

En date du 31 décembre 2008, la société détient des contrats de change au montant total de 55,7 M \$ US pour une période de couverture allant jusqu'au 31 décembre 2011, à un taux moyen de 1,1004. Ce montant représente une couverture de 73 % des entrées de fonds prévues en dollars US pour la première période de 24 mois et de 18 % pour les derniers 12 mois.

Résumé de la couverture de contrats de change en date du 31 décembre 2008 (en dollars US)	12 mois janvier 2009 à décembre 2009	12 mois Janvier 2010 à décembre 2010	12 mois Janvier 2011 à décembre 2011
Montant des contrats de change	25,7 M \$	24 M \$	6 M \$
Taux de change moyen des contrats	1,0708	1,1093	1,1910

Bénéfice brut

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et taux de change)	3 mois (non vérifié)			12 mois		
	2008	2007	Variation %	2008	2007	Variation %
Taux de change moyen effectif ⁽¹⁾	1,0652	1,0072	5,8 %	1,0276	1,0909	(5,8) %
Chiffre d'affaires	14 156 \$	14 006 \$	1,1 %	54 713 \$	57 520 \$	(4,9) %
Coût des marchandises vendues	10 305 \$	11 138 \$	(7,5) %	42 078 \$	43 979 \$	(4,3) %
Bénéfice brut	3 851 \$	2 868 \$	34,3 %	12 635 \$	13 541 \$	(6,7) %
% du chiffre d'affaires	27,2 %	20,5 %	s.o.	23,1 %	23,5 %	s.o.

⁽¹⁾ Calculé en tenant compte des contrats de change utilisés au cours de la période

Au quatrième trimestre de 2008, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,1 % par rapport aux ventes enregistrées au quatrième trimestre de 2007. La variation entre le taux de change moyen effectif utilisé pour convertir les ventes provenant des États-Unis a eu un impact positif de 217 000 \$ dans le trimestre. Sans cet effet favorable, les ventes du 4e trimestre de 2008 par rapport au 4e trimestre de 2007 sont légèrement en baisse de 67 000 \$ ou 0,5 %. Durant ce trimestre, le nombre d'unités vendues dans le secteur Ascenseurs et Accessibilité a diminué de 30 % pour les produits Ascenseurs et de 10 % pour les produits Accessibilité par rapport au 4e trimestre de 2007; le ralentissement de la construction immobilière aux États-Unis explique cette baisse. Par contre, l'augmentation des prix de vente et l'imposition d'une surcharge en raison de l'augmentation des prix du pétrole et de l'acier ont permis de compenser la diminution du nombre d'unités livrées dans ce secteur. Pour ce qui est du secteur Transport adapté, les revenus du dernier trimestre ont augmenté de 382 000 \$, soit de 18 %, principalement en raison de la hausse de valeur du dollar américain qui impacte les ventes effectuées au principal client étranger de ce secteur.

Pour la période de douze mois, le chiffre d'affaires est en baisse de 4,9 % par rapport à la même période en 2007. Excluant la variation défavorable due à la hausse du dollar canadien (-3,8 %), les ventes affichent une baisse de 1,1 % étant donnée la crise immobilière aux États-Unis et le ralentissement économique. De plus, les revenus attendus suite aux différentes initiatives entreprises au cours des années 2007 et 2008 ne se sont pas concrétisés, en raison, entre autres, du retard dans l'obtention des certifications requises nous permettant de vendre les produits de notre partenaire italien, Vimec, en Amérique du Nord.

Pour la période de douze mois, la proportion des ventes provenant des États-Unis est stable à 54 % et s'élève à 29,2 M \$. Par conséquent, la proportion des ventes provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord, représentant 6 %, s'élève à 3,5 M \$.

Quant au bénéfice brut, il est en hausse de 983 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2008 par rapport à la même période de 2007 représentant une hausse importante de 6,7 % en proportion du chiffre d'affaires. N'eût été de la hausse de la valeur du dollar canadien, la marge brute se situerait à 28,4 % représentant une hausse de 7,5 % en proportion du chiffre d'affaires par rapport au dernier trimestre de 2007. Pour la période de douze mois, le bénéfice brut a diminué de 906 000 \$, représentant une baisse de 0,4 % de la marge brute qui est relativement stable à 23,1 %.

N'eût été de la hausse de la valeur du dollar canadien, la marge brute se situerait à 25,9 % représentant une hausse de 3,3 % en proportion du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice 2007. Une baisse générale des coûts des marchandises vendues explique l'écart favorable. Plus spécifiquement, des économies approximatives de 800 000 \$ ont été réalisées sur les achats de composantes et sous assemblages en provenance de la Chine. Le volume d'achat auprès de fournisseurs chinois a augmenté de 30 % en 2008 par rapport à 2007.

Bénéfice d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non vérifié)			12 mois		
	2008	2007	Variation %	2008	2007	Variation %
Frais de vente et d'administration	3 321 \$	2 611 \$	27,2 %	11 339 \$	10 525 \$	7,7 %
<i>% du chiffre d'affaires</i>	23,5 %	18,6 %	s.o.	20,7 %	18,3 %	s.o.
Bénéfice (perte) d'exploitation	334 \$	(259) \$	229 %	2 532 \$	1 717 \$	47,5 %
<i>% du chiffre d'affaires</i>	2,4 %	(1,8) %	s.o.	4,6 %	3,0 %	s.o.

Les frais de vente et d'administration ont augmenté de 710 000 \$, soit 27,2 %, au quatrième trimestre de 2008 comparativement au même trimestre de 2007. Cette augmentation est due principalement à l'augmentation des frais de créances douteuses en raison de la situation économique (500 K \$) ainsi qu'à l'inclusion des frais de la filiale chinoise dans les résultats consolidés (110 K \$) et à l'augmentation des frais de vente du secteur *Transport adapté* pour la commercialisation de nouveaux produits (220 K \$). En 2007, une charge de rémunération spéciale sur octroi d'options d'achat d'actions avait été enregistrée (108 K \$). Pour les mêmes raisons, les frais ont augmenté de 814 000 \$ pour l'exercice 2008, soit 7,7 % par rapport à l'année 2007.

La hausse du bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre de 593 000 \$ est attribuable à la hausse du bénéfice brut (983 K \$), contrebalancée par la hausse des frais de vente et d'administration (710 K \$) et l'ajout, en 2007, de dépenses reliées à la fermeture de l'usine de Laval (224 K \$). La hausse du bénéfice d'exploitation de 815 000 \$ pour l'exercice 2008 résulte de l'inclusion au 2^e trimestre de 2008 du gain de 2 M \$ provenant de la vente de la bâtisse de Laval et l'ajout, en 2007, de dépenses reliées à la fermeture de l'usine de Laval (224 K \$) et de radiation d'actifs (110 K \$). Ces écarts favorables ont été contrebalancés par de la baisse du bénéfice brut (906 K \$) et par la hausse des frais de vente et d'administration (814 K \$).

Bénéfice net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non vérifié)			12 mois		
	2008	2007	Variation %	2008	2007	Variation %
Autres revenus (charges)	395 \$	(316) \$	225 %	626 \$	(1 495) \$	142 %
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	729 \$	(576) \$	226 %	3 158 \$	222 \$	1 323 %
Impôts sur les bénéfices	876 \$	311 \$	182 %	1 609 \$	546 \$	195 %
Bénéfice (perte) net(te)	(146) \$	(886) \$	83,5 %	1 549 \$	(324) \$	578 %
BAIIA	889 \$	(317) \$	380 %	4 121 \$	1 351 \$	205 %

La variation favorable au dernier trimestre de 2008 des autres revenus et charges est due à la reconnaissance d'un gain (396 K \$) suite à l'évaluation à la juste valeur d'une nouvelle dette à long terme contractée en novembre 2008 à un taux d'intérêt favorable. Également, des dépenses inhabituelles ont été enregistrées en 2007; ces éléments incluent une perte provenant de la filiale chinoise (164 K \$) et une charge de dévaluation des placements en PCAA de 254 000 \$ en 2007 comparativement à 1,2 M \$ en 2008 (voir section 20). Une variation favorable en 2008 dans le gain de change de 1 M \$, provenant principalement de la conversion des éléments monétaires libellés en dollars US, compense pour l'augmentation de la charge de dévaluation des placements en PCAA.

Pour l'exercice 2008, les autres revenus et charges sont favorables de 2,1 M \$ principalement en raison d'une augmentation dans les gains de change de 2,7 M.

Le gain de change total enregistré dans les autres revenus et charges s'élève à un montant de 1,2 M \$ pour le quatrième trimestre de 2008 contre un gain de 170 000 \$ pour la même période de 2007, alors qu'un gain de 1,8 M \$ a été enregistré pour la période de douze mois de 2008 contre une perte de 927 000 \$ pour la même période en 2007.

Le taux d'impôt effectif pour le quatrième trimestre de 2008 se situe à 120 % comparativement au taux corporatif combiné de 30,98 %. Cette hausse est principalement due à certaines dépenses qui sont partiellement déductibles ou non déductibles ainsi qu'à l'absence de comptabilisation d'actifs d'impôts futurs sur la dévaluation des placements en PCAA étant donné l'incertitude quant à la possibilité d'utiliser ces pertes contre des gains en capital futurs. Le taux d'impôt effectif pour la période de douze mois est également élevé, se situant à 50,9 %, en raison du gain sur la vente de l'immeuble au deuxième trimestre qui n'est que partiellement imposable, contre balancé par le report de pertes à des périodes dont les taux d'impôts sont moins élevés suite à la révision des bénéfices futurs prévus et également, à l'absence de comptabilisation des actifs d'impôts futurs sur la dévaluation des placements en PCAA.

Finalement, la société affiche une perte nette de 146 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2008 comparativement à 886 000 \$ pour le quatrième trimestre de 2007 et un bénéfice net de 1,5 M \$ pour la période de douze mois de 2008 comparativement à une perte de 324 000 \$ pour la même période de 2007.

11. Situation financière

Variations entre les bilans

Le tableau suivant illustre les principales variations entre les bilans consolidés du 31 décembre 2008 et du 31 décembre 2007 ainsi que les principales explications sur ces variations :

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2008	2007		
Actif à court terme				
Trésorerie et équivalents	5 203 \$	4 715 \$	10,3 %	
Moins : emprunts bancaires	710 \$	940 \$	(24,5) %	Augmentation de la dette à long terme de 6 M\$ dont 4,1 M\$ a été investie dans un placement à long terme, disposition des actifs destinés à la vente (4,9 M\$), remboursement de l'emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente (3,8 M\$), versement d'un dividende (1,7 M\$), et rachat d'actions (724 K\$).
Trésorerie et équivalents nets	4 493 \$	3 775 \$	19 %	
Débiteurs	9 512 \$	8 909 \$	6,8 %	Augmentation du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (1,2 M\$) et augmentation de la provision pour créances douteuses (496 K\$).
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs	57	52	9,6 %	-
Stocks	10 381 \$	9 682 \$	7,2 %	Augmentation de l'inventaire en Chine (359 K\$).
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	725 \$	376 \$	92,8 %	Augmentation des crédits d'impôts pour recherche et développement à recevoir.

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2008	2007		
Impôts futurs	1 925 \$	912 \$	111 %	Impacts des contrats de change à terme sur les actifs d'impôts futurs.
Passif à court terme				
Créditeurs	5 985 \$	6 562 \$	(8,8) %	Baisse des fournisseurs (231 K\$) et des salaires et bénéfices courus (362 K\$).
Nb. de jours nécessaires au paiement des créditeurs	62	60	3,3 %	-
Passif à court terme relié aux actifs destinés à la vente	-	3 750 \$	(100) %	Emprunt remboursé au premier trimestre de 2008 suite à la vente de l'immeuble de Laval.
Contrats de change à terme	3 715 \$	-	100 %	Juste valeur des contrats de change représente une perte, répartie entre le court terme et le long terme au 31 décembre 2008 alors que représentait un gain à court terme de 14 K\$ au 31 décembre 2007.
Versements exigibles sur la dette à long terme	1 233 \$	244 \$	405 %	Remboursement par anticipation d'une dette au premier trimestre de 2008 (114 K\$), obtention d'une nouvelle dette dont la portion CT est de 1,1 M\$.
Fonds de roulement	16 078 \$	10 390 \$	54,7 %	Augmentation des débiteurs et des stocks (+1,3 M\$), augmentation des actifs d'impôts futurs (+1 M\$), augmentation de la portion CT de la dette à LT (-1 M\$) et reclassement à long terme d'une dette reliée aux PCAA (+3 M\$), remboursement de l'emprunt à CT lié à des actifs destinés à la vente (+ 3,8 M\$), portion CT des contrats de change à terme (-3,7 M\$).

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2008	2007		
Ratio de fonds de roulement	2,30	1,69	36,1 %	Voir explication ci-dessus.
Terrain et bâtiment destinés à la vente	-	2 847 \$	(100) %	Actifs vendus au 2 ^e trimestre 2008.
Placements à long terme	5 880 \$	2 720 \$	116 %	Placement d'une portion du produit d'une nouvelle dette à long terme (4,1 M\$), dévaluation des placements en PCAA (1,4 M\$).
Actif d'impôts futurs à long terme	2 551 \$	3 313 \$	(23) %	Utilisations des pertes reportées sur les résultats de l'année (1,8 M\$) et impacts des contrats de change à terme (667 K\$).
Dette à long terme	7 542 \$	431 \$	1 650 %	Obtention d'une nouvelle dette à long terme (4,5 M\$), transfert d'une dette à CT à la dette à LT (3 M\$), remboursement par anticipation d'une dette au premier trimestre 2008 (260 K\$) et remboursement normal de la dette (130 K\$).
Contrats de change à terme	2 376 \$	-	100 %	Juste valeur des contrats de change représente une perte répartie entre le court terme et le long terme au 31 décembre 2008 alors que représentait un gain à court terme de 14 K\$ au 31 décembre 2007.
Capitaux propres	17 839 \$	22 623 \$	(21,1) %	Rachat d'actions pour annulation (-723 K\$), bénéfice de l'année (1,6 M\$), dividende (-1,7 M\$), variation du cumul des autres éléments du résultat étendu reliés aux contrats de change (-4,1 M\$).

Au 31 décembre 2008, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 40,7 M \$, contre 38,7 M \$ au 31 décembre 2007 et des passifs totaux de 22,8 M \$ contre 16,1 M \$ au 31 décembre 2007.

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars)	31 décembre	
	2008	2007
Facilités de crédit :		
Autorisées	3 500 \$	11 500 \$
Emprunts	710 \$	3 940 \$
Crédit non utilisé	2 790 \$	7 560 \$
Trésorerie et équivalents	5 203 \$	4 715 \$
Total	7 993 \$	12 275 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 8 M \$ ce qui lui procure une marge de manœuvre intéressante afin de faire face à des obligations potentielles à court terme. N'ayant utilisé qu'un maximum de 1 million de sa marge de crédit en 2007, la société a diminué sa facilité de crédit au cours de l'année 2008 de 5 M \$ afin d'augmenter le montant disponible pour les risques de conversion sur les contrats de change de 3 M \$ à 6 M \$ ainsi que la période maximale de couverture de 12 à 24 mois. Au quatrième trimestre, la société a signé une entente avec un organisme fédéral ce qui lui a permis d'augmenter le montant total des risques de couverture à 15 M \$ ainsi que d'augmenter la période de couverture jusqu'à 36 mois.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 600 000 \$ dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêts variable sur la dette à long terme de 6 M \$ à un taux fixe.

Au 31 décembre 2008, son coefficient d'endettement total net sur le capital investi n'était que de 19,4 % (13,9 % au 31 décembre 2007), lui offrant un important levier financier pour financer tout projet d'envergure et acquisition stratégique. De plus, la société a contracté le 23 octobre 2008 une dette à long terme d'une valeur nominale de 6 M \$ dont un montant de 4,1 M \$ est conservé dans un compte de placements; cette somme pourra être utilisée pour financer des acquisitions futures suite à l'approbation par l'institution financière de la société de projets potentiels.

Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire avec sa banque afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidité pour rencontrer ses obligations financières en attendant le règlement des placements en PCAA. Ceux-ci ont été mis en garantie pour cette facilité de crédit d'un montant de 3 M \$, pleinement utilisée au 31 décembre 2008. Suivant la conclusion du plan de restructuration, cet emprunt a été converti en dette à long terme au premier trimestre de 2009. Pour cette raison, cette facilité de crédit est reclassée à long terme au 31 décembre 2008.

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action – non vérifié)	31 décembre		Variation
	2008	2007	
Valeur comptable par action	0,65 \$	0,81 \$	(19,8) %
Trésorerie et équivalents par action	0,19 \$	0,17 \$	11,8 %
Capitalisation boursière	13 620 \$	33 495 \$	(59,3) %

* pour les quatre derniers trimestres

La valeur comptable par action a diminué en 2008 par rapport à 2007 principalement en raison de l'impact du cumul des autres éléments du résultat étendu, relié à la juste valeur des contrats de change à terme, sur l'avoire des actionnaires. La trésorerie et équivalents par action sont relativement stables au 31 décembre 2008 par rapport au 31 décembre 2007. Par contre, la capitalisation boursière est en baisse puisque la valeur au marché de l'action au 31 décembre 2008 se situe à 0,50 \$ comparativement à 1,20 \$ au 31 décembre 2007.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre (3 mois) ainsi que sur la période de douze mois de l'année (12 mois).

(en milliers de dollars)	3 mois (non vérifié)		12 mois	
	2008	2007	2008	2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 378 \$	438 \$	951 \$	2 267 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 891) \$	(230) \$	395 \$	(2 496) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 658 \$	3 149 \$	(858) \$	(1 015) \$

Au quatrième trimestre de l'année 2008, la société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 940 000 \$ de plus qu'au même trimestre de l'année précédente principalement en raison de la hausse des entrées de fonds provenant des opérations malgré les sorties de fonds provenant des variations des débiteurs et des inventaires. Par contre, elle a dégagé des flux moindres de 1,3 M \$ pour la période de douze mois puisque les sorties de fonds provenant des variations des éléments hors caisse du fonds de roulement ont été supérieures à la variation des entrées de fonds provenant des opérations.

Quant aux activités d'investissement, elles ont utilisé des liquidités supérieures de 3,7 M \$ au quatrième trimestre de 2008 comparativement à la même période de 2007 tandis qu'elles ont dégagé des liquidités additionnelles de 2,9 M \$ pour la période de douze mois. Ces variations s'expliquent principalement par l'augmentation des placements à long terme au quatrième trimestre de 2008 de 4,1 M \$ à laquelle s'est ajoutée, pour la période de douze mois, l'entrée de fonds provenant de la cession de l'immeuble de Laval au montant de 4,9 M \$. L'encaissement en 2007 de placements temporaires de 1 M \$ et le transfert des PCAA du poste trésorerie et équivalents aux placements à long terme pour une valeur de 3 M \$ expliquent aussi la variation de la période de douze mois.

Finalement, au chapitre des activités de financement, Savaria a dégagé des liquidités supérieures de 2,5 M \$ au quatrième trimestre de 2008 comparativement au trimestre correspondant de 2007 principalement en raison de l'augmentation de la dette à long terme de 3 M \$ de plus qu'en 2007. Pour l'exercice 2008, l'utilisation des flux de trésorerie liés aux activités de financement est similaire à celle de l'exercice 2007 avec un écart favorable de 157 000 \$.

13. Principales estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformes aux PCGR du Canada, la direction de Savaria doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les principales estimations comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »), la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, y compris l'écart d'acquisition, les soldes d'impôts futurs, la provision pour créances douteuses et la provision pour frais de garanties.

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre dans l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. La direction a identifié les estimations comptables critiques ci-dessous.

Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif soit réalisé.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients et des logiciels. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie, mais elles font l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation. Les licences sont évaluées le 31 décembre de chaque

année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 10 ans. Les logiciels sont amortis dégressivement au taux de 30 % par an.

Placements à long terme dans des PCAA

Voir section 20, Risques et incertitudes.

Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la considération payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

14. Modification des conventions comptables

2008

Le 1^{er} janvier 2008, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de ICCA:

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Chapitre 1535 : Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que les suivantes : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette inapplication.

L'adoption des nouvelles normes du chapitre 1535 n'a eu aucune incidence sur la situation financière ou sur les résultats de la société mais a modifié l'information divulguée sur le capital.

Chapitre 3031: Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

Chapitre 3862 : Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863 : Instruments financiers – présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. L'adoption de cette nouvelle norme a eu pour effet de modifier les analyses sur les risques encourus par la société ainsi que d'augmenter les obligations de divulgation d'information aux états financiers consolidés.

Modifications comptables futures

Chapitre 1582 : Regroupement d'entreprises, chapitre 1601 : États financiers consolidés et chapitre 1602 : Participations sans contrôle

En 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1502, *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers de la société de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Chapitre 3064 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En janvier 2008, l'ICCA a publié la norme suivante : le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*. Ce nouveau chapitre renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Il clarifie aussi l'application du concept de rattachement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actif des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Le 1^{er} janvier 2009, cette norme s'appliquera à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme aux états financiers consolidés lors de sa première application.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés publiques, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du

1er janvier 2011, par les IFRS. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir. Au cours de la période précédant la conversion, le CNC continuera de publier des normes comptables qui convergent vers les IFRS, atténuant ainsi l'incidence de l'adoption des IFRS à la date de conversion. L'incidence finale des IFRS sur les états financiers consolidés de la société de sera évaluée que lorsque la totalité des IFRS applicables à la date de conversion seront connues.

Pour la société, la conversion aux IFRS sera exigée pour les états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Par conséquent, la société a élaboré un plan de conversion de ses états financiers consolidés aux IFRS. La société a aussi identifiée les personnes affectées au projet. Ces employés ont débuté leur formation et surveillent l'incidence de la transition sur les pratiques commerciales de la société, ses systèmes et ses contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Une analyse détaillée des différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société ainsi que l'évaluation de l'incidence des diverses solutions de rechange seront effectuées. Des modifications de conventions comptables sont probables et susceptibles d'avoir une incidence notable sur les états financiers consolidés de la société.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que définis par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice terminé 31 décembre 2008 et plus spécifiquement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société, leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle est partie des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Se fondant sur cette évaluation, la direction, ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2008, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux PCGR.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'année 2008, qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Obligations contractuelles

En dehors des dettes apparaissant au bilan, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location exploitation de matériel roulant et d'équipement de bureau représentant un engagement total de 6 076 294 \$ (6 928 616 \$ en 2007). La société s'est aussi engagée auprès d'un de ses fournisseurs pour acheter un nombre minimum de quadriporteurs de 1 100 unités en 2009 et de 1 200 unités en 2010 afin de conserver son droit de vente exclusif.

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices.

(en milliers de dollars)	Total	2009	2010	2011	2012	2013	Après 2013
Obligations de la dette à long terme	8 776 \$	1 229 \$	1 061 \$	2 498 \$	2 540 \$	1 019 \$	429 \$
Location-acquisition	5 \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Location-exploitation	6 076 \$	1 810 \$	1 832 \$	1 406 \$	976 \$	52 \$	- \$
Total des obligations contractuelles	14 857 \$	3 044 \$	2 893 \$	3 904 \$	3 516 \$	1 071 \$	429 \$

17. Arrangements hors bilan

Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'année 2008.

18. Opérations entre apparentés

La société a comptabilisé un montant de 88 310 \$ (59 600 \$ en 2007) pour des services rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

Le 22 août 2008, la société a versé un montant de 216 055 \$ à un apparenté qui est un employé de Savaria et un proche parent du Président, en règlement du passif net d'une EDDV. La transaction a été effectuée au coût et les éléments d'actifs et de passifs n'ont pas été réévalués.

19. Instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2008, la valeur comptable des actifs financiers à court terme composés essentiellement des comptes à recevoir et des autres débiteurs, et des passifs financiers à court terme se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme. La valeur comptable des actifs financiers à long terme classés comme prêts et créances composés essentiellement des prêts à long terme diffèrent quelque peu de leur juste valeur puisqu'ils ne portent pas intérêt aux taux courants du marché. La valeur comptable des placements à long terme dans des PCAA classés comme détenus jusqu'à échéance se rapproche de leur juste valeur compte tenu qu'une baisse de valeur permanente a été comptabilisée aux résultats en 2007 et en 2008.

La valeur comptable des placements à long terme autres que des PCAA classés comme détenus jusqu'à échéance se rapproche de leur juste valeur compte tenu que ces éléments viennent à échéance à court terme. La valeur comptable des autres passifs financiers à long terme se rapproche de leur juste valeur compte tenu qu'ils sont assujettis à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires, à l'exception de la dette à long terme de 6 M \$ qui a été réévaluée à sa juste valeur de 5,604,365 \$, en raison d'un taux d'intérêt favorable.

Facteurs de risques financiers

La société est engagée dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire au minimum les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet d'identifier, évaluer et couvrir les risques financiers.

a) Risques de marché

Risque de change

La société réalise approximativement 59 % (58 % en 2007) de son chiffre d'affaires en monnaie étrangère et est par conséquent exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation des instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus spécifiquement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises étrangères doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont constatés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont constatées dans les résultats immédiatement.

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, nets d'impôts, dans les autres éléments du résultat étendu. Au 31 décembre 2008, étant donné la baisse soudaine de la valeur du dollar canadien en comparaison du taux moyen des contrats de change à terme non échus, la société présente un montant débiteur des autres éléments du résultat étendu de 4,1 M \$ (montant créditeur de 96 000 \$ au 31 décembre 2007). Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Autres revenus et charges. Au 31 décembre 2008, les éléments monétaires libellés en dollars US étaient au montant de 5,4 M \$ US (5,8 M \$ US au 31 décembre 2007). Si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution (augmentation) des Autres revenus et charges de l'ordre de 54 000 \$ (58 000 \$ au 31 décembre 2007).

Risque du taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposé la société découle de ses emprunts bancaires et emprunts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêts, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêts.

La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Autres revenus et charges. Au 31 décembre 2008, les éléments monétaires à taux d'intérêt variable nets s'élevaient à un montant de 178 000 \$ (-483 000 \$ au 31 décembre 2007). Si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 1 % du taux préférentiel aurait comme incidence une diminution (augmentation) des Autres revenus et charges de l'ordre de 2 000 \$ (-5 000 \$ au 31 décembre 2007) sur une base annuelle.

Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Chine pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité-prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

b) Risque de crédit

La trésorerie et les équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières « high-credit quality ». Ainsi, la société considère que le risque de non performance de ces instruments est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les comptes clients sont portés au bilan déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidité pour rencontrer ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour rencontrer ses obligations à court terme, la société maintient des termes de paiement avec ses clients semblables aux termes dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Afin d'augmenter ses liquidités, la société a conclu une entente de financement à long terme de 6 M \$, dont 1,9 M \$ a servi à augmenter son fonds de roulement. Au 31 décembre 2008, la société disposait d'un fonds de roulement de 16 078 000 \$ (10 389 000 \$ au 31 décembre 2007) et de facilités de crédit non utilisées de 2 790 000 \$ (7 560 000 \$ au 31 décembre 2007).

20. Risques et incertitudes

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu important, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense facultative et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société subie présentement l'impact du ralentissement du marché immobilier aux États-Unis et du ralentissement de l'économie mondiale. La société prend des mesures pour contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société assume certains coûts d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur ses produits. Les garanties couvrent une période de trente-six (36) mois. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes dans le futur, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôts futurs

Suite à l'acquisition de Concord, un actif d'impôts futurs a été comptabilisé puisqu'il est plus probable qu'improbable que les pertes reportées de Concord soient utilisées par Ascenseurs Savaria Concord. Une réduction significative des revenus imposables de la filiale Ascenseurs Savaria Concord pourrait empêcher l'utilisation de toutes les pertes avant leur date d'échéance.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Toutefois, Savaria occupe le premier rang au Canada et le deuxième rang aux États-Unis au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle et de multiples fournisseurs étrangers.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2008, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 53,4 % (53,7% en 2007). La rentabilité de la société pourrait par conséquent être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir Conditions économique ci-dessus).

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

Incertitudes relatives à la mesure

La société détient des placements au montant de 3 636 795 \$ (2 985 874 \$ US) qui sont investis dans du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA ») émis par SLATE Trust et ROCKET Trust. Ces placements qui avaient une cote « R1-(high) » selon Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») au moment de leur acquisition, rencontraient les critères de placement de la société. Les échéances des placements en PCAA que la société détient s'échelonnaient du 30 août au 5 septembre 2007. Au milieu du mois d'août 2007, plusieurs promoteurs non bancaires de PCAA, incluant ceux avec lesquels la société a investi, ont annoncé qu'ils ne pouvaient plus trouver d'acheteurs pour le PCAA en raison d'une détérioration des conditions dans les marchés de capitaux canadiens. Il en résulte qu'il n'y a présentement aucun marché actif pour le PCAA détenu par la société.

Le 24 décembre 2008, le comité d'investisseurs pancanadien a annoncé que les termes finals de la restructuration avaient été convenus, ce qui confirmait à la société que ses placements en PCAA seraient remplacés par des billets à long terme à taux variables (« nouveaux billets »). Par conséquent, au 31 décembre 2008, les placements en PCAA non bancaire demeurent sujet à une procédure de restructuration qui a été conclue le 21 janvier 2009. La restructuration a mené à une mise en commun de tous les actifs sous-jacents de toutes les fiducies de PCAA à l'exception des actifs jugés inadmissibles (« actifs inadmissibles ») ainsi que les séries d'actifs adossés exclusivement à des actifs traditionnels (« actifs traditionnels »). Les billets mis en commun sont généralement soutenus par des produits structurés de crédit (« actifs synthétiques »).

Par conséquent, les placements en PCAA de la société ayant fait l'objet d'une mise en commun des actifs ont été remplacés, le 21 janvier 2009, par deux catégories de billets adossés à des actifs, nommés A1 et C par rang décroissant de priorité émis par Véhicule d'actifs cadre 2 (« VAC 2 »).

Les placements en papier commercial adossé à des actifs inadmissibles ou des actifs traditionnels ont été remplacés par des billets reflète qui suivront la performance spécifique des actifs auxquels ils correspondent.

Sommaire de l'évaluation

L'estimation de la juste valeur des billets de remplacement qui seront reçus selon le plan de restructuration a été calculée à l'aide de l'information fournie par le comité d'investisseurs pancanadien ainsi que par Ernst & Young inc., le Contrôleur de la restructuration. Le tableau ci-dessous résume l'évaluation de la société.

Catégories restructurées (en milliers de \$ US)	Valeur nominale	Juste valeur estimée *	Date prévue d'échéance
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	838,2 \$	559,3 \$	15 juillet 2056
C	25,9	3,1	15 juillet 2056
Billets à reflats – actifs traditionnels			
VAC 3 – classe 14	650	507,6	1 ^{er} janvier 2021
Billets à reflats – actifs inadmissibles			
VAC 2 – classe 13	131,5	26,2	20 mars 2014
VAC 3 – classe 25	1 340,3	365,3	25 décembre 2036
Total des placements	2 985,9 \$	1 461,5 \$	

* le rayon des justes valeurs estimées par la société varie entre 1,64 million \$ US et 1,29 million \$ US

Évaluation

La société a utilisé la méthodologie et les hypothèses suivantes pour estimer la juste valeur des placements en PCAA au 31 décembre 2008. En se servant de l'information disponible, la société a déterminé ou estimé les principales caractéristiques des nouveaux billets incluant le taux d'intérêt, la date d'échéance et la cote de crédit. Par la suite, elle a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour investir dans chacune des catégories de nouveaux billets. Enfin, la société a utilisé cette information pour calculer une valeur actuelle nette pour chacune des catégories de nouveaux billets.

Dans le cas des billets de catégorie A1, les conditions stipulent qu'ils paieront un intérêt à un taux de 0,5 % en dessous du taux des acceptations bancaires (« AB ») et que les investisseurs potentiels de ces billets exigeront un rendement entre 5 % et 7 % au dessus du taux des AB.

Les billets de catégorie C portent de l'intérêt à un taux de 20 % au dessus du taux AB. Par contre, il est prévu qu'aucun intérêt ne sera payé étant donné que ces billets seront subordonnés aux billets de catégorie B qui, eux, seront subordonnés aux billets de catégories A1 et A2. Étant donné cette subordination, les billets de catégorie C sont considérés comme étant hautement spéculatifs puisque le remboursement éventuel du capital à la date d'échéance est prévu en l'an 2056. Par conséquent, la juste valeur des billets de catégorie C est estimée à environ 12 % de la valeur nominale.

Il est estimé que les billets adossés à des actifs traditionnels paieront un intérêt à un taux de 0,5 % au dessus du taux des AB et qu'un investisseur potentiel de ces billets exigera une prime de 3 % au dessus du taux des AB.

Il est estimé que les billets adossés à des actifs inadmissibles généreront un intérêt à un taux approximatif de 0,5 % au dessus du taux des AB et qu'un investisseur potentiel de ces billets exigera un rendement entre 10 % et 100 % au dessus du taux des AB. La prime plus élevée tient compte du fait que certains des actifs sont significativement affligés dans le marché actuel.

Fondé sur une analyse de sensibilité des hypothèses utilisées, le rendement prévu par un investisseur potentiel demeure la plus importante des hypothèses de l'évaluation de la juste valeur. En fonction de cette exercice, la société estime que le rayon des justes valeurs potentielles des nouveaux billets se situe entre 1,64 million \$ US et 1,29 million \$ US. Au 31 décembre 2008, la juste valeur des placements en PCAA est évaluée à 1 780 126 \$ (1 461 516 \$ US) et ces placements sont présentés à long terme.

21. Perspectives

La direction demeure très confiante que les produits d'accessibilité seront toujours en demande croissante étant donné le vieillissement de la population. Elle prévoit par contre que les prochains trimestres seront difficiles et que les ventes des produits Ascenseurs résidentiels et commerciaux diminueront étant donné le ralentissement du marché immobilier américain.

Toutefois, la société bénéficie de liquidités suffisantes, d'une solide situation financière et de sources de financement. Ces différents atouts combinés aux actions entreprises dans le cadre de sa stratégie d'affaire permettront à la société de traverser cette période incertaine.

Le 24 mars 2009

**SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2008 ET 2007**

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2008 ET 2007

TABLE DES MATIÈRES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS...	1
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés des résultats.....	3
États consolidés du résultat étendu.....	4
États consolidés des bénéfices non répartis.....	5
Bilans consolidés.....	6
États consolidés des flux de trésorerie.....	7
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	8

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

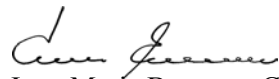
Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les vérificateurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.comptables agréés.



Marcel Bourassa

Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa C.A.

Le chef de la direction financière

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Savaria Corporation

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Savaria Corporation** aux 31 décembre 2008 et 2007 et les états consolidés des résultats et du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

Montréal, Québec
Le 24 mars 2009

¹ Comptable agréé auditeur permis n°. 19042

SAVARIA CORPORATION**ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS**

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	54 713 076 \$	57 519 690 \$
CHARGES D'EXPLOITATION		
Coût des marchandises vendues	42 078 118	43 979 192
Frais de vente et d'administration	11 338 979	10 525 426
Amortissement des immobilisations corporelles	386 358	522 710
Amortissement des frais de développement reportés	258 133	200 154
Amortissement des actifs incorporels	151 724	241 037
Frais (revenus) de restructuration (note 5)	(2 032 476)	223 871
Radiation d'actifs (note 6)	-	110 004
	52 180 836	55 802 394
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	2 532 240	1 717 296
AUTRES REVENUS ET CHARGES (note 7)	626 146	(1 495 201)
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	3 158 386	222 095
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 19B)	(1 609 109)	(546 022)
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	1 549 277 \$	(323 927) \$
Bénéfice (perte) net(te) par action ordinaire		
de base	0,057 \$	(0,011) \$
dilué	0,057 \$	(0,011) \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (note 22C)		
émis	27 298 997	28 283 564
dilué	27 298 997	28 370 876

SAVARIA CORPORATION

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	1 549 277 \$	(323 927) \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU, APRÈS IMPÔTS		
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 1 896 698 \$ (146 246 \$ en 2007)	(4 297 273)	295 427
(Gains) pertes non réalisé(e)s sur contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté(e)s au résultat net au cours de la période considérés, déduction faite des impôts de 98 096 \$ (98 761 \$ en 2007)	218 547	(198 980)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	(4 078 726)	96 447
RÉSULTAT ÉTENDU	(2 529 449) \$	(227 480) \$

SAVARIA CORPORATION

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS


POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007


	2008	2007
SOLDE au début de l'exercice	5 123 653 \$	8 793 905 \$
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	1 549 277	(323 927)
Excédent de la valeur aux livres d'actions rachetées pour annulation	6 672 930	8 469 978
	(339 952)	(988 921)
DIVIDENDES sur actions ordinaires	(1 736 791)	(2 357 404)
SOLDE à la fin de l'exercice	4 596 187 \$	5 123 653 \$

SAVARIA CORPORATION
BILANS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents	5 202 780 \$	4 714 615 \$
Débiteurs (note 8)	9 511 908	8 908 624
Stocks (note 9)	10 380 605	9 682 137
Frais payés d'avance	609 134	685 919
Contrats de change à terme (note 28A)	-	14 009
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	725 052	376 368
Versements exigibles sur les prêts à long terme (note 15)	99 103	102 927
Actifs d'impôts futurs (note 19A)	1 924 751	912 221
	28 453 333	25 396 820
TERRAIN ET BÂTIMENT DESTINÉS À LA VENTE (note 10)	-	2 846 518
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 11)	1 572 417	1 796 159
FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS (note 12)	484 706	683 491
ACTIFS INCORPORELS (note 13)	1 083 529	1 222 629
ÉCART D'ACQUISITION	506 230	506 230
PLACEMENTS À LONG TERME (note 14)	5 880 126	2 719 929
PRÊTS À LONG TERME (note 15)	152 532	204 799
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS (note 19A)	2 550 599	3 312 659
	40 683 472 \$	38 689 234 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 16)	710 000 \$	940 000 \$
Emprunt à court terme (note 14A)	-	3 000 000
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente (note 10)	-	3 750 000
Créditeurs (note 17)	5 984 551	6 561 932
Produits reportés	442 861	243 218
Provision pour garanties (note 20)	289 693	267 976
Contrats de change à terme (note 28A)	3 714 953	-
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 18)	1 233 454	244 212
	12 375 512	15 007 338
PROVISION POUR GARANTIES (note 20)	550 505	516 605
CONTRATS DE CHANGE À TERME (note 28A)	2 376 366	-
DETTE À LONG TERME (note 18)	7 542 141	430 962
PASSIF NET D'UNE EDDV (note 21)	-	111 241
	22 844 524	16 066 146
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 22B)	15 565 977	15 949 915
Surplus d'apport (note 23)	1 745 891	1 539 901
Bénéfices non répartis	4 596 187	5 123 653
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 24)	(4 069 107)	9 619
	17 838 948	22 623 088
	40 683 472 \$	38 689 234 \$

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,


 _____, administrateur
 Marcel Bourassa


 _____, administrateur
 Jean-Marie Bourassa C.A.

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2008 et 2007

	2008	2007
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice (perte) net(te)	1 549 277 \$	(323 927) \$
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	386 358	522 710
Amortissement des frais de développement reportés	258 133	200 154
Amortissement des actifs incorporels	151 724	241 037
Radiation d'actifs (note 6)	-	110 004
Dévaluation des placements en PCAA (note 14)	1 352 119	253 971
Impôts futurs	1 548 132	402 228
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(395 635)	-
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	205 990	242 079
Contrats de change encaissés avant échéance	228 000	-
Variation de la provision pour frais de garantie	55 617	(34 673)
(Gains) pertes à la cession d'immobilisations corporelles	(1 985 511)	9 322
(Gains) pertes de change non réalisées(és)	(465 599)	405
	2 888 605	1 623 310
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 4B)	(1 937 630)	643 818
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	950 975	2 267 128
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation des placements temporaires	-	988 586
Règlement du passif d'une EDDV (note 21)	(216 055)	-
Variation des placements à long terme	(4 100 000)	(2 984 400)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	4 875 957	2 750
Acquisition d'immobilisations corporelles	(206 544)	(216 110)
Frais de développement reportés	(59 348)	(371 844)
Acquisition d'actifs incorporels amortissables	(12 624)	(115 547)
Encaissement de prêts à long terme	113 868	200 235
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	395 254	(2 496 330)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts bancaires	(230 000)	290 000
Augmentation de l'emprunt à court terme	-	3 000 000
Augmentation de la dette à long terme	6 000 000	-
Remboursement de l'emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	(3 750 000)	-
Remboursement de la dette à long terme	(518 006)	(774 743)
Apport d'une EDDV	100 623	111 241
Dividendes sur actions ordinaires	(1 736 791)	(2 357 404)
Rachat d'actions pour annulation	(723 890)	(1 508 795)
Émission d'actions	-	225 000
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(858 064)	(1 014 701)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS	488 165	(1 243 903)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS au début de l'exercice	4 714 615	5 958 518
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS à la fin de l'exercice	5 202 780 \$	4 714 615 \$

La trésorerie et les équivalents sont constitués de l'encaisse et de placements temporaires ayant une échéance initiale de trois mois et moins.

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société consistent en la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de sièges d'escaliers pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi qu'en la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales listées ci-dessous. Au 31 décembre 2007, ils incluent également les comptes d'une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »).

Filiales	31 décembre 2008 %	31 décembre 2007 %
Ascenseurs Savaria Concord Inc.	100	100
Weber Accessibility Systems, Inc. - inactive	100	100
Richardson Elevators (1191852 Ontario Limited) - inactive	100	100
Van-Action (2005) Inc.	100	100
Concord Elevator Holdings Inc. - inactive	100	100
Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD.	100	EDDV

Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

B) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les montants inscrits des éléments d'actif et de passif, réels ou éventuels, à la date des états financiers ainsi que sur les montants inscrits des produits et des charges pour les périodes de référence. Les principales estimations comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »), la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, y compris l'écart d'acquisition, les soldes d'impôts futurs, la provision pour créances douteuses et la provision pour frais de garanties. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction.

C) Conversion des devises

Les filiales américaine et chinoise sont définies comme intégrées. La société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes et ceux de ses filiales américaine et chinoise exprimés en monnaies étrangères. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont mesurés aux taux historiques. Les produits et les charges sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de conversion sont compris dans le calcul du résultat net de l'exercice.

D) Comptabilisation du chiffre d'affaires

La société comptabilise ses ventes lorsqu'il existe une preuve convaincante d'une entente, que les produits sont livrés, que le prix est déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Une provision est constituée au moment où les ventes sont comptabilisées en ce qui a trait aux garanties des marchandises. Étant donné que les produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

E) Dépréciation d'actifs à long terme

La société révisé les valeurs comptables de ses actifs à long terme en comparant la valeur comptable de l'actif ou le groupe d'actifs avec les flux monétaires futurs non actualisés prévus qui seront générés par cet actif ou ce groupe d'actifs lorsqu'un événement indique que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs détenu pour utilisation est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés qui devraient provenir de son utilisation ou de sa cession éventuelle. La perte de valeur est évaluée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur basée sur le prix en vigueur sur le marché, si disponible, ou sur la méthode des flux monétaires futurs actualisés.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

F) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé.

G) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les placements ayant une échéance initiale de trois mois et moins et sont présentés au coût, lequel se rapproche de la valeur marchande.

H) Comptes clients

La société établit sa provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques.

I) Stocks

Les matières premières et les sous-assemblages sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Leur coût comprend les matières premières ainsi qu'une allocation pour les coûts de la main-d'œuvre directe et des frais généraux de fabrication.

La reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur de réalisation nette des stocks est permise.

J) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et taux annuels ou durée suivants :

	Méthode	Taux ou durée
Machinerie et outillage	Dégressif	20 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux

K) Frais de développement reportés

Les frais reportés constitués de frais de développement sont comptabilisés au coût d'acquisition lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

le produit ou procédé est bien défini, la faisabilité du produit ou du procédé a été démontrée, la direction a l'intention de fabriquer ce produit ou d'utiliser le procédé, le marché du produit est défini et l'entreprise dispose des ressources pour mener le projet à terme. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Les crédits d'impôts attribuables aux frais de recherche et développement sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement reportés lorsqu'ils sont liés à des frais reportés. La portion des crédits d'impôts non attribuée aux frais de développement reportés est comptabilisée en réduction des frais de ventes et d'administration.

L) Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients et des logiciels. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie, mais elles font l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. Les licences sont évaluées le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 10 ans. Les logiciels sont amortis selon la méthode dégressive au taux de 30 %.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

M) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. L'écart d'acquisition est évalué le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente.

La société a réalisé des tests de dépréciation sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2008. Elle a conclu qu'aucune provision pour moins-value ne doit être comptabilisée.

N) Montant par action

Le bénéfice net de base par action est fondé sur la moyenne pondérée de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation, et est obtenu en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice net de base attribuable aux actionnaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du bénéfice net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

O) Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés qui prévoient le règlement en espèces est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

P) Instruments financiers

La société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change.

Les instruments dérivés sont des contrats qui exigent ou permettent l'échange de flux de trésorerie ou de paiements calculés par l'application de certains taux ou indices, ou variations de ceux-ci, à des montants contractuels théoriques. La société utilise des instruments dérivés dans la gestion de ses risques de change et non à des fins de spéculation.

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, la relation de couverture doit être désignée et documentée en bonne et due forme dès sa mise en place. La documentation doit comprendre l'objectif et la stratégie spécifiques de gestion des risques, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie spécifiques qui sont couverts, ainsi que la façon dont l'efficacité de la couverture sera appréciée. Le dérivé doit compenser efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie attribuables au risque couvert, tant à la mise en place de la relation de couverture que pendant la durée de celle-ci.

La société gère son exposition au risque de change à l'égard des ventes prévues en dollars US par l'utilisation de contrats à terme. Les gains et les pertes sont comptabilisés lorsque la vente désignée est constatée et ils sont portés au poste Chiffre d'affaires.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

A) 2007

Le 1^{er} janvier 2007, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 1506 : Modifications comptables

Ce chapitre établit les critères de changement des méthodes comptables, ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs.

Chapitre 1530 : Résultat étendu

Ce chapitre décrit la manière de présenter le résultat étendu et les éléments qui le composent. Le résultat étendu correspond à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires. Il comprend des éléments qui ne seraient normalement pas inclus dans le bénéfice net, comme :

- la variation de l'écart de conversion relatif aux établissements étrangers autonomes;
- les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente.

L'ICCA a également apporté des changements au chapitre 3250 du Manuel, intitulé « *Surplus* », et a renommé le chapitre 3251, « *Capitaux propres* ». Les modifications sur la manière de présenter les capitaux propres et les variations des capitaux propres concordent avec les nouvelles exigences du chapitre 1530, « *Résultat étendu* ».

L'adoption de ces chapitres a obligé la société à présenter les éléments suivants dans ses états financiers consolidés :

- le résultat étendu et les éléments qui le composent;
- les autres éléments du résultat étendu cumulés et les éléments qui le composent.

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Chapitre 3855 : Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Ce chapitre décrit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des instruments dérivés non financiers.

Ce chapitre exige que :

- i) tous les actifs financiers soient évalués à leur juste valeur, compte tenu de certaines exceptions comme les prêts et les placements lorsqu'ils sont classés comme détenus jusqu'à leur échéance;
- ii) tous les passifs financiers soient évalués à leur juste valeur lorsqu'il s'agit de dérivés ou lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction. Tous les autres passifs financiers sont évalués à leur valeur comptable;
- iii) tous les instruments financiers dérivés soient évalués à leur juste valeur, même lorsqu'ils sont des éléments constitutifs d'une relation de couverture.

Suivant l'adoption de ce chapitre, la société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents sont classés dans les actifs détenus à des fins de transactions et sont évalués à leur juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés dans les résultats.

- Les comptes clients et autres débiteurs et les prêts à long terme sont classés comme prêts et créances et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Les placements à long terme sont classés dans les placements détenus jusqu'à échéance et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Les emprunts bancaires et à court terme, les créditeurs et la dette à long terme sont classés dans les autres passifs et sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chapitre 3865 : Couvertures

Ce chapitre comporte les exigences suivantes :

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture doivent être inscrits à leur juste valeur et les variations de la juste valeur doivent être comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert doivent aussi être comptabilisées à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un instrument financier dérivé doit être inscrite dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments doivent être reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des exercices où les flux de trésorerie de l'élément couvert ont un effet sur les résultats. De même, lorsqu'une relation de couverture présente une inefficacité, celle-ci doit être constatée à l'état consolidé des résultats dans les autres revenus de trésorerie et de marchés financiers.

L'application de cette nouvelle norme a eu pour effet la comptabilisation, à l'adoption du chapitre, des pertes non réalisées sur contrats de change au cumul des autres éléments du résultat étendu.

B) 2008

Le 1^{er} janvier 2008, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Chapitre 1535 : Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que les suivantes : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de l'exercice aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette inapplication.

L'adoption des nouvelles normes du chapitre 1535 n'a eu aucune incidence sur la situation financière ou sur les résultats de la société, mais a modifié l'information divulguée sur le capital (note 22).

Chapitre 3031 : Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

L'adoption des ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

Chapitre 3862 : Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863 : Instruments financiers – présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, « *Instruments financiers – informations à fournir et présentation* », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. L'adoption de cette nouvelle norme a eu pour effet de modifier les analyses sur les risques encourus par la société ainsi que d'augmenter les obligations de divulgation d'information aux états financiers consolidés (note 28).

C) Modifications comptables futures

Chapitre 1582 : Regroupement d'entreprises, chapitre 1601 : États financiers consolidés et chapitre 1602 : Participations sans contrôle

En 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, « *Regroupements d'entreprises* », le chapitre 1601, « *États financiers consolidés* », et le chapitre 1602, « *Participations sans contrôle* ». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers de la société de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, « *Regroupements d'entreprises* ». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, « *États financiers consolidés* ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, « *États financiers consolidés et individuels* », et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Chapitre 3064 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En janvier 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064, « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* ». Cette norme renforce l'approche selon laquelle les actifs sont comptabilisés seulement s'ils répondent à la définition d'un actif et aux critères de comptabilisation d'un actif. Il clarifie aussi l'application du concept de rattachement des charges aux produits, de façon à éliminer la pratique consistant à comptabiliser à titre d'actif des éléments qui ne répondent pas à la définition d'un actif ni aux critères de comptabilisation d'un actif. Le 1^{er} janvier 2009, cette norme s'appliquera à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des exercices antérieurs. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme aux états financiers consolidés lors de sa première application.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés publiques, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les IFRS. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 selon les IFRS. La société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS. Ce plan visera entre autres à identifier les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la société, à en évaluer les incidences et, le cas échéant, à analyser les diverses conventions que la société pourrait choisir d'appliquer.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

A) Intérêts débiteurs et impôts

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts débiteurs et aux impôts se détaillent comme suit :

	2008	2007
Intérêts débiteurs versés	336 867 \$	449 245 \$
Impôts sur les bénéfices versés	33 336 \$	31 825 \$

B) Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2008	2007
Débiteurs	(589 525) \$	1 102 271 \$
Stocks	(698 468)	(7 804)
Frais payés d'avance	76 785	(26 473)
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	(348 684)	(55 400)
Créditeurs	(577 381)	(245 722)
Produits reportés	199 643	(123 054)
	(1 937 630) \$	643 818 \$

4 . FLUX DE TRÉSORERIE (suite)

C) Transactions non monétaires

En 2007 et en 2008, il y a eu des transactions non monétaires liées à des annulations d'actions (notes 22B). De plus, en 2007, il y a eu des transactions non monétaires liées à la conversion de soldes à recevoir en prêts à long terme (note 15) et à l'émission d'un prêt à un employé (note 22B).

5 . FRAIS (REVENUS) DE RESTRUCTURATION

Le tableau suivant indique les composantes des frais (de revenus) de restructuration :

	2008	2007
Gain sur la cession de l'immeuble situé à Laval	(2 032 476) \$	- \$
Indemnités de départ	-	171 403
Autres frais	-	52 468
	(2 032 476) \$	223 871 \$
Solde des frais à payer au début de l'exercice	- \$	56 478 \$
Frais versés au cours de l'exercice	-	56 478
Solde des frais à payer à la fin de l'exercice	- \$	- \$

Le 21 décembre 2007, la société a procédé à la fermeture de son usine de fabrication située à Laval, Québec. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a constaté des frais liés à cette restructuration de 223 871 \$, dont 171 403 \$ sont liés aux indemnités de départ. De ce montant, 56 478 \$ demeuraient impayés au 31 décembre 2007. Le terrain et le bâtiment situés à cet emplacement ainsi que l'emprunt qui y était associé ont été reclassés comme actifs et passifs destinés à la vente au 31 décembre 2007.

Au cours de l'exercice 2008, la société a procédé à la vente de l'immeuble et au remboursement de l'emprunt (note 10).

Les frais (revenus) de restructuration sont liés au secteur d'exploitation *Accessibilité*.

6 . RADIATION D'ACTIFS Immobilisations

A) Actifs incorporels

En 2007, une licence d'exploitation d'une valeur de 10 004 \$ a été radiée.

B) Immobilisations

En 2007, à la suite de la fermeture de son usine de Laval, la société a dévalué des immobilisations d'une valeur de 100 000 \$, qui n'étaient plus utilisées dans ses activités.

Ces éléments étaient de nature non monétaire et n'ont eu aucune incidence sur les flux de trésorerie.

7 . AUTRES REVENUS ET CHARGES

	2008	2007
Revenus d'intérêts et de dividendes	170 489 \$	284 169 \$
Gain (perte) de change	1 791 581	(926 841)
Intérêts sur la dette à long terme	(134 886)	(287 793)
Frais d'intérêts et frais bancaires	(201 981)	(161 452)
Dévaluation des placements en PCAA (note 14)	(1 352 119)	(253 971)
Perte subie par une EDDV	-	(164 141)
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	(46 965)	(9 322)
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	395 635	-
Autres revenus	4 392	24 150
	626 146 \$	(1 495 201) \$

8 . DÉBITEURS

	2008	2007
Comptes clients libellés en dollars canadiens	3 903 056 \$	3 812 643 \$
Comptes clients libellés en dollars américains	6 235 515	5 532 605
	10 138 571	9 345 248
Provision pour créances douteuses	(1 221 371)	(782 549)
	8 917 200	8 562 699
Taxes à la consommation à recevoir	185 087	302 792
Autres débiteurs	409 621	43 133
	9 511 908 \$	8 908 624 \$

9 . STOCKS

	2008	2007
Matières premières et sous-assemblages	8 274 197 \$	8 651 892 \$
Produits en cours	413 640	335 451
Produits finis	1 692 768	694 794
	10 380 605 \$	9 682 137 \$

Aucune charge de dépréciation des stocks n'a été comptabilisée en charge au cours de l'exercice 2008.

10 . ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE ET EMPRUNT À COURT TERME LIÉ À DES ACTIFS DESTINÉS À LA VENTE

Les éléments d'actifs destinés à la vente et un emprunt à court terme lié à ces actifs présentés dans le bilan s'établissent comme suit :

	2008	2007
Actif		
Terrain et bâtiment	- \$	2 846 518 \$
Passif		
Emprunt échu en mai 2008	- \$	3 750 000 \$

Le 8 avril 2008, la société a procédé à la vente de son immeuble situé à Laval au montant de 4 878 994 \$, déduction faite des frais de vente, et le 27 mars 2008, au remboursement de l'emprunt qui y était associé, au montant de 3 750 000 \$.

11 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	6 779 801 \$	5 915 117 \$	864 684 \$
Mobilier et agencements	734 942	664 370	70 572
Matériel roulant	267 612	156 986	110 626
Matériel informatique	907 861	748 941	158 920
Améliorations locatives	1 419 642	1 052 027	367 615
	10 109 858 \$	8 537 441 \$	1 572 417 \$

Au 31 décembre 2008, le matériel informatique inclut des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 18 639 \$ et un amortissement cumulé de 13 931 \$.

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	7 212 728 \$	6 204 019 \$	1 008 709 \$
Mobilier et agencements	768 941	679 852	89 089
Matériel roulant	273 705	111 672	162 033
Matériel informatique	876 029	690 435	185 594
Améliorations locatives	1 308 825	958 091	350 734
	10 440 228 \$	8 644 069 \$	1 796 159 \$

Au 31 décembre 2007, le matériel informatique inclut des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 63 070 \$ et un amortissement cumulé de 35 204 \$.

12 . FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 29)	950 920 \$	466 214 \$	484 706 \$

12 . FRAIS DE DÉVELOPPEMENT REPORTÉS (suite)

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Frais de développement reportés (note 29)	1 055 483 \$	371 992 \$	683 491 \$

13 . ACTIFS INCORPORELS

	2008			2007
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Licences d'exploitation	299 932 \$	- \$	299 932 \$	299 932 \$
Listes de clients	946 568	307 635	638 933	733 590
Logiciels	778 442	633 778	144 664	189 107
Actifs incorporels amortissables	1 725 010	941 413	783 597	922 697
	2 024 942 \$	941 413 \$	1 083 529 \$	1 222 629 \$

14 . PLACEMENTS À LONG TERME

	2008	2007
Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers (juste valeur de 1 780 126 \$; 2 719 929 \$ en 2007)	1 780 126 \$	2 719 929 \$
Certificat de placement garanti (juste valeur de 4 100 000 \$)	4 100 000	-
	5 880 126 \$	2 719 929 \$

A) Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers

La société détient des placements au montant de 3 636 795 \$ (2 985 874 \$ US) qui sont investis en PCAA émis par SLATE Trust et ROCKET Trust. Ces placements qui avaient une cote « R1-(high) » selon Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») au moment de leur acquisition, respectaient les critères de placement de la société. Les échéances des placements en PCAA que la société détient s'échelonnaient du 30 août au 5 septembre 2007. Au milieu du mois d'août 2007, plusieurs promoteurs non bancaires de PCAA, incluant ceux avec lesquels la société a investi, ont annoncé qu'ils ne pouvaient plus trouver d'acheteurs pour le PCAA en raison d'une détérioration des conditions dans les marchés de capitaux canadiens. Il en résulte qu'il n'y a présentement aucun marché actif pour le PCAA détenu par la société.

Le 24 décembre 2008, le comité d'investisseurs pancanadien a annoncé que les termes finals de la restructuration avaient été convenus, ce qui confirmait à la société que ses placements en PCAA seraient remplacés par des billets à long terme à taux variables (« nouveaux billets »). Par conséquent, au 31 décembre 2008, les placements en PCAA non bancaire demeurent sujet à une procédure de restructuration qui a été conclue le 21 janvier 2009. La restructuration a mené à une mise en commun de tous les actifs sous-jacents de toutes les fiducies de PCAA, à l'exception des actifs jugés inadmissibles (« actifs inadmissibles ») ainsi que les séries d'actifs adossés exclusivement à des actifs traditionnels (« actifs traditionnels »). Les billets mis en commun sont généralement soutenus par des produits structurés de crédit (« actifs synthétiques »).

Par conséquent, les placements en PCAA de la société ayant fait l'objet d'une mise en commun des actifs ont été remplacés, le 21 janvier 2009, par deux catégories de billets adossés à des actifs, nommés A1 et C par rang décroissant de priorité émis par Véhicule d'actifs cadre 2 (« VAC 2 »). Les placements en papier commercial adossé à des actifs inadmissibles ou des actifs traditionnels ont été remplacés par des billets reflète qui suivront la performance spécifique des actifs auxquels ils correspondent.

Sommaire de l'évaluation

L'estimation de la juste valeur des billets de remplacement qui seront reçus selon le plan de restructuration a été calculée à l'aide de l'information fournie par le comité d'investisseurs pancanadien ainsi que par Ernst & Young inc., le Contrôleur de la restructuration. Le tableau ci-dessous résume l'évaluation de la société.

14 . PLACEMENTS À LONG TERME (suite)

Catégories restructurées	En milliers de \$ US		Date prévue d'échéance
	Valeur nominale	Juste valeur estimée *	
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	838,2	559,3	15 juillet 2056
C	25,9	3,1	15 juillet 2056
Billets reflète - actifs traditionnels			
VAC 3 - classe 14	650,0	507,6	1 ^{er} janvier 2021
Billets reflète - actifs inadmissibles			
VAC 2 - classe 13	131,5	26,2	20 mars 2014
VAC 3 - classe 25	1 340,3	365,3	25 décembre 2036
Total des placements	2 985,9	1 461,5	

* Le rayon des justes valeurs estimées par la société varie entre 1,64 million \$ US et 1,29 million \$ US.

Évaluation

La société a utilisé la méthodologie et les hypothèses suivantes pour estimer la juste valeur des placements en PCAA au 31 décembre 2008. En se servant de l'information disponible, la société a déterminé ou estimé les principales caractéristiques des nouveaux billets incluant le taux d'intérêt, la date d'échéance et la cote de crédit. Par la suite, elle a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour investir dans chacune des catégories de nouveaux billets. Enfin, la société a utilisé cette information pour calculer une valeur actuelle nette pour chacune des catégories de nouveaux billets.

Dans le cas des billets de catégorie A1, les conditions stipulent qu'ils paieront un intérêt à un taux de 0,5 % en dessous du taux des acceptations bancaires (« AB ») et que les investisseurs potentiels de ces billets exigeront un rendement entre 5 % et 7 % au-dessus du taux des AB.

Les billets de catégorie C portent intérêt à un taux de 20 % au-dessus du taux des AB. Par contre, il est prévu qu'aucun intérêt ne sera payé étant donné que ces billets seront subordonnés aux billets de catégorie B qui, eux, seront subordonnés aux billets de catégories A1 et A2. Étant donné cette subordination, les billets de catégorie C sont considérés comme étant hautement spéculatifs puisque le remboursement éventuel du capital à la date d'échéance est prévu en l'an 2056. Par conséquent, la juste valeur des billets de catégorie C est estimée à environ 12 % de la valeur nominale.

Il est estimé que les billets adossés à des actifs traditionnels paieront un intérêt à un taux de 0,5 % au-dessus du taux des AB et qu'un investisseur potentiel de ces billets exigera une prime de 3 % au-dessus du taux des AB.

Il est estimé que les billets adossés à des actifs inadmissibles généreront un intérêt à un taux approximatif de 0,5 % au-dessus du taux des AB et qu'un investisseur potentiel de ces billets exigera un rendement entre 10 % et 100 % au-dessus du taux des AB. La prime plus élevée tient compte du fait que certains des actifs sont significativement affligés dans le marché actuel.

Fondé sur une analyse de sensibilité des hypothèses utilisées, le rendement prévu par un investisseur potentiel demeure la plus importante des hypothèses de l'évaluation de la juste valeur. En fonction de cet exercice, la société estime que le rayon des justes valeurs potentielles des nouveaux billets se situe entre 1,64 million \$ US et 1,29 million \$ US. Au 31 décembre 2008, la juste valeur des placements en PCAA est évalué à 1 780 126 \$ (1 461 516 \$ US) et ces placements sont présentés à long terme.

Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire avec son institution financière afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant le règlement des placements en PCAA. Ces placements ont été mis en garantie pour cette facilité de crédit d'un montant de 3 000 000 \$ qui était entièrement utilisée au 31 décembre 2008. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel moins 1,5 % et doit être remboursée en totalité dès que les placements en PCAA seront vendus ou au plus tard au 31 mars 2009. Suivant la conversion de ces placements en nouveaux billets, l'institution financière de la société a converti cette entente de financement temporaire en dette à long terme. Pour cette raison, la dette est présentée à long terme au 31 décembre 2008 (note 18 et note 31).

B) Certificat de placement garanti

La société détient un certificat de placement garanti au montant de 4 433 945 \$ à un taux d'intérêt de 2,35 % et venant à échéance le 12 février 2009. De ce montant, 4 100 000 \$ est présenté à long terme étant donné que son encaissement est sujet à l'approbation de projets d'acquisitions par l'institution financière de la société. La différence de 333 945 \$ est présentée au poste Trésorerie et équivalents.

15 . PRÊTS À LONG TERME

	2008	2007
Prêt à long terme participatif issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux Émirats arabes unis. Le prêt a été remboursé au complet au 31 décembre 2008.	- \$	24 783 \$
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt est de 243 600 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2008 est de 170 520 \$ (140 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels égaux commençant en juin 2006.	170 520	158 608
Solde à recevoir avec intérêt au taux de 4,23 % sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en septembre 2007 est de 176 610 \$ (145 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2008 est de 81 115 \$ (66 597 \$ US). Remboursable en 29 versements mensuels égaux de 5 250 \$ US, capital et intérêts, commençant en septembre 2007.	81 115	124 335
	251 635	307 726
Moins la portion recevable à court terme	99 103	102 927
	152 532 \$	204 799 \$

Les versements exigibles sur les prêts à long terme au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2009	2010	2011	2012	2013	après 2013
99 103 \$	30 732 \$	24 360 \$	24 360 \$	24 360 \$	48 720 \$

16 . EMPRUNTS BANCAIRES

La société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 1 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action (2005) Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2008, le solde de la marge de crédit s'élève à 710 000 \$ (250 000 \$ en 2007).

De plus, la société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 2 000 000 \$ (7 000 000 \$ en 2007) pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Une hypothèque mobilière de premier rang de 9 075 000 \$ et un contrat de sûreté de premier rang dans la province d'Ontario, tous deux grevant l'universalité des stocks et des créances de la filiale, présents et futurs, ainsi qu'une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2008, la marge de crédit était inutilisée (690 000 \$ en 2007).

17 . CRÉDITEURS

	2008	2007
Fournisseurs et charges à payer libellés en dollars canadiens	4 549 888 \$	4 898 612 \$
Fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains et autres devises	899 863	781 873
Salaires et déductions à la source	215 333	576 647
Vacances courues	319 467	304 800
	5 984 551 \$	6 561 932 \$

18 . DETTE À LONG TERME

	2008	2007
Emprunt d'un montant nominal initial de 6 000 000 \$ ayant une juste valeur de 5 604 365 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 6 600 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de ses filiales Ascenseurs Savaria Concord inc. et Van-Action (2005) inc., ainsi qu'une garantie sur un placement à long terme de 4 100 000 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable par versements mensuels de 90 909 \$ plus intérêts, venant à échéance en mai 2014.	5 604 365 \$	- \$

18 . DETTE À LONG TERME (suite)

	2008	2007
Emprunt d'un montant initial de 3 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,5 %. Les placements en PCAA d'une valeur de 1 780 126 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable lorsque les placements en PCAA seront vendus sur le marché ou au plus tard au 31 mars 2009. Ce financement temporaire a été converti en dette à long terme d'une valeur de 3 000 000 \$ US le 16 mars 2009 à la suite du remplacement des PCAA par les nouveaux billets (note 31).	3 000 000 \$	-
Emprunt d'un montant initial de 569 998 \$ (575 000 \$ US). La dette a été remboursée par anticipation en janvier 2008.	-	373 709
Emprunt d'un montant initial de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux portions de 250 000 \$ chacun portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,25 %. Remboursable par versements mensuels de 10 417 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.	166 666	291 666
Emprunts en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant initial total de 18 639 \$, portant intérêt au taux de 10,8 %. Du matériel informatique ayant une valeur nette comptable totale de 4 708 \$ a été donné en garantie. Remboursables par versements mensuels de 403 \$, capital et intérêts, venant à échéance en décembre 2009.	4 564	9 799
	8 775 595	675 174
Moins les versements exigibles à court terme	1 233 454	244 212
	7 542 141 \$	430 962 \$

Les versements exigibles sur la dette à long terme à l'exception du contrat de location-acquisition au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2009	2010	2011	2012	2013
1 228 890 \$	1 060 641 \$	2 497 729 \$	2 540 221 \$	1 018 975 \$

Les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu d'un contrat de location-acquisition sont les suivants :

Exercice se terminant le 31 décembre 2009	4 833 \$
Moins les intérêts (taux moyen pondéré de 10,8 %)	269
	4 564
Moins la portion à court terme	4 564
	-
	<u>\$</u>

19 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS

A) Impôts futurs

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des parties importantes des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établissent comme suit :

	2008	2007
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME		
Contrats de change	1 127 347 \$	(4 390) \$
Report prospectif de pertes	651 862	794 113
Provision pour garanties	89 701	83 813
Frais d'inscription à la Bourse	26 907	26 907
Provisions non déductibles	34 698	15 670
Crédits d'impôt à l'investissement	(8 279)	(6 407)
Autres	2 515	2 515
	1 924 751 \$	912 221 \$

19 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

	2008	2007
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À LONG TERME		
Report prospectif de pertes	1 757 912 \$	3 525 360 \$
Contrats de change	666 865	-
Provision pour stocks	527 572	220 971
Provision pour mauvaises créances	107 920	-
Provision pour garanties	148 457	139 380
Immobilisations corporelles	120 410	(54 480)
Frais de développement reportés	296 586	149 477
Crédits d'impôt à l'investissement	(167 783)	(121 081)
Actifs incorporels	(62 972)	(135 327)
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(106 742)	-
Frais d'inscription à la Bourse	-	26 907
Gain de change non réalisé	-	(15 212)
Autres	134	2 515
Provision pour dévaluation – report prospectif de pertes	(737 760)	(425 851)
	2 550 599 \$	3 312 659 \$

B) Impôts sur les bénéfices

Les provisions pour impôts sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2008	2007
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	3 158 386 \$	222 095 \$
Provision pour impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral et provincial de 31 % (33 % en 2007)	978 468 \$	73 291 \$
Avantage des pertes en capital sur dévaluation d'investissements non comptabilisé	238 252	-
Déplacements de pertes reportées à des années ayant des taux d'imposition moindres	168 949	-
Écarts permanents	14 270	88 077
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions, non déductible	90 170	80 297
Écart de taux sur réserves fiscales	43 492	-
Avantage des pertes nettes d'exploitation de filiales non comptabilisé	40 223	-
Réduction de l'actif d'impôts futurs résultant de la diminution des taux d'imposition du budget et de fédéral de 2007	-	252 711
Avantage des pertes nettes d'exploitation d'une EDDV non comptabilisé	-	54 560
Autres	35 285	(2 914)
	1 609 109 \$	546 022 \$
IMPÔTS EXIGIBLES ET FUTURS		
Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :		
Exigibles	60 977 \$	143 794 \$
Futurs	1 548 132	402 228
	1 609 109 \$	546 022 \$

C) Pertes reportées

Au 31 décembre 2008, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées canadiennes, au Québec et en Ontario, de 6 238 000 \$ (11 939 000 \$ en 2007), 5 921 000 \$ (12 002 000 \$ en 2007) et de 5 033 000 \$ (10 739 000 \$ en 2007), respectivement. Ces pertes reportées viennent à échéance à diverses dates entre 2010 et 2028.

À cette même date, la société avait aussi des pertes en capital reportées canadiennes de 896 000 \$ et au Québec de 710 000 \$ pour lesquelles aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé puisqu'elles ne sont pas encore réalisées au niveau fiscal. Ces pertes pourront être reportées sur une période indéfinie.

Au 31 décembre 2008, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées du gouvernement fédéral américain de 1 164 000 \$ (956 000 \$ US) et des états de 1 186 000 \$ (974 000 \$ US). Au 31 décembre 2007, les montants de ces pertes reportées étaient de 843 000 \$ (850 000 \$ US) et de 873 000 \$ (881 000 \$ US), respectivement. Aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé aux livres sur ces pertes. Celles-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2028.

20 . PROVISION POUR GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trente-six (36) mois. Au cours de l'exercice 2008, la société a augmenté sa provision de 55 617 \$ (diminué de 34 673 \$ en 2007). Cette charge est cumulée au passif à court terme et à long terme sous les rubriques Provision pour garanties. La direction établit cette provision en se fondant sur son expérience antérieure. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

21 . ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

La société a inclus une EDDV à son périmètre de consolidation jusqu'au 21 août 2008. L'entité en question était détenue par un apparenté qui est un employé de la société et proche parent du Président. Le 22 août 2008, le capital-actions de cette entité a été transféré au nom de la société au coût de 216 055 \$ représentant le règlement du passif net comptabilisé par la société à cette date, et l'entité est consolidée en tant que filiale depuis le 22 août 2008. L'entité, située en Chine, effectue de l'assemblage de pièces et de produits finis pour le compte des filiales de la société.

Le tableau ci-après indique l'incidence par poste du bilan au 31 décembre 2007 :

	2007
Actif	
Trésorerie et équivalents	10 236 \$
Stocks	74 710
Frais payés d'avance	111 440
Immobilisations corporelles	93 231
Autres éléments d'actif	2 146
	291 763 \$
Passif	
Créditeurs	131 541 \$
Revenus reportés	213 122
	344 663
Capitaux propres	
Apport d'une EDDV	111 241
Déficit	(164 141)
	(52 900)
	291 763 \$

22 . CAPITAL-ACTIONS

A) Gestion du risque lié au capital :

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme, les emprunts bancaires et les emprunts à court terme moins la trésorerie et équivalents, les placements temporaires et les placements à long terme plus les capitaux propres.

	2008	2007
Trésorerie et équivalents	(5 202 780) \$	(4 714 615) \$
Emprunts bancaires	710 000	940 000
Emprunt à court terme	-	3 000 000
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	-	3 750 000
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	8 775 595	675 174
Placements à long terme	(5 880 126)	(2 719 929)
	(1 597 311)	930 630
Capitaux propres	17 838 948	22 623 088
Total de la structure de capital	16 241 637 \$	23 553 718 \$

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008, la société a remboursé l'emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente tandis qu'elle a signé une nouvelle entente de dette à long terme de 6 000 000 \$ dont 4 100 000 \$ sont investis à long terme (note 14B).

De plus, un emprunt à court terme au montant de 3 000 000 \$ a été reclassé à long terme au 31 décembre 2008 (note 14A).

En matière de gestion du capital, les objectifs de la société sont les suivants :

- Préserver la capacité de la société à poursuivre son exploitation afin de fournir un rendement à ses actionnaires;
- Préserver la capacité de la société à financer tout projet d'investissement et acquisitions stratégiques;
- Racheter des actions dans le cadre du programme d'achat et d'annulation d'actions.

22 . CAPITAL-ACTIONS (suite)

La société détermine le montant du capital proportionnellement au risque. Elle gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière ou modifier son programme d'achat et d'annulation d'actions.

La société assure le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement.

De plus, la société doit respecter certaines conditions imposées par diverses ententes bancaires. Ces conditions comprennent, au niveau consolidé, le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,50 : 1 et d'un ratio d'endettement maximum de 1,50 : 1 et, sur une base annuelle, mais contrôlé trimestriellement, un ratio de dettes portant intérêts moins l'encaisse sur le bénéfice avant intérêt, impôts et amortissement (« BAIIA ») maximum de 3,90 : 1 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,10 : 1. Le ratio de couverture des charges fixes se définit comme étant le rapport du BAIIA plus l'encaisse en début d'année moins les acquisitions d'immobilisations et les rachats d'actions non financés sur la somme totale des versements de capital dus et/ou exigibles sur la dette totale plus les intérêts et les dividendes. La société doit aussi maintenir en tout temps une valeur d'emprunt minimal de 4 500 000 \$. La valeur d'emprunt se définit comme étant la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US et 50 % des stocks déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 2 500 000 \$.

Pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc., ces conditions comprennent le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,10 : 1 et d'un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2,50 : 1. Le montant maximum tiré sur la marge de crédit ne peut dépasser la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US, 50 % des matières premières et 35 % des produits finis.

Quant à sa filiale Van-Action (2005) Inc., elle doit maintenir sur une base trimestrielle un fonds de roulement d'au moins 1 200 000 \$ et un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2 : 1, ainsi qu'un ratio de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 : 1 sur une base annuelle. Le ratio de couverture du service de la dette se définit comme étant le total du BAIIA plus les frais de loyer et les versements en vertu de contrats de location-exploitation moins les impôts sur le bénéfice versés et les acquisitions d'immobilisations, divisé par la somme du capital, des frais d'intérêts, des frais de loyer et des versements en vertu de contrats de location-exploitation et de location-acquisition. Le montant maximum tiré sur la marge de crédit ne peut excéder le moindre de 1 500 000 \$ et la somme de 90 % des comptes clients canadiens bénéficiant d'une subvention gouvernementale, 80 % de tous les autres comptes clients canadiens, déduction faite des réclamations de garantie, 80 % des comptes clients suédois, 40 % des matières premières déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours et 50 % des véhicules sans excéder une valeur de 350 000 \$.

La société respecte toutes les conditions imposées par ses prêteurs.

B) Autorisé :

Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

Le 14 septembre 2005, la société avait émis 4 249 984 actions ordinaires au prix de 1,40 \$ pour l'acquisition de Acenseurs Savaria Concord Inc. Le prix des actions était basé sur le cours du marché en vigueur à la date d'acquisition, lequel a été escompté pour tenir compte d'une restriction de vente de deux ans dont un tiers a été libéré en septembre 2007, un deuxième tiers en septembre 2008 et le dernier tiers pourra être libéré en septembre 2009. Du nombre total émis, 133 234 actions à 1,50 \$ l'action sont toujours sous écrou afin de protéger la société contre des poursuites ou paiements éventuels provenant d'événements antérieurs à la date d'acquisition.

En 2007, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice de droits d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 250 000 (note 25). Une charge de rémunération de 68 097 \$ (107 821 \$ en 2007) a été calculée sur ces options, considérées comme en circulation, et inscrite au poste Frais de vente et d'administration. Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux annuel de 5 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société, ayant une valeur au marché de 100 000 \$ au 31 décembre 2008. Les intérêts sont payables annuellement alors que le capital est remboursable à échéance, soit le 23 février 2010.

Émis :

2008	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2007, avant renversement de l'exercice de droits d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	28 162 414	16 199 915 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(250 000)	(250 000)
Solde au 31 décembre 2007	27 912 414	15 949 915
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(671 900)	(383 938)
Solde au 31 décembre 2008	27 240 514	15 565 977 \$

22 . CAPITAL-ACTIONS (suite)

2007	Actions ordinaires	
	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2006	28 598 414	16 244 789 \$
Exercice de droits d'achat d'actions	475 000	475 000
Annulées à la suite du rachat public d'actions	(911 000)	(519 874)
	28 162 414	16 199 915
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(250 000)	(250 000)
Solde au 31 décembre 2007	27 912 414	15 949 915 \$

C) Le tableau suivant présente le rapprochement du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	27 298 997	28 283 564
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	-	87 312
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	27 298 997	28 370 876

En calculant le bénéfice (perte) net(te) dilué(e) par action de 2008 et 2007, 2 048 000 et 1 157 500 options d'achat, respectivement, ont été exclues en raison de leur effet antidilutif.

23 . SURPLUS D'APPORT

	2008	2007
Solde au début de l'exercice	1 539 901 \$	1 297 822 \$
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	205 990	242 079
Solde à la fin de l'exercice	1 745 891 \$	1 539 901 \$

24 . CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	2008	2007
Solde au début de l'exercice, déduction faite des impôts de 4 390 \$ (43 095 \$ en 2007)	9 619 \$	(86 828) \$
Variation des autres éléments du résultat étendu de l'exercice déduction faite des impôts de 1 798 602 \$ (47 485 \$ en 2007)	(4 078 726)	96 447
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts de 1 794 212 \$ (4 390 \$ en 2007)	(4 069 107) \$	9 619 \$

25 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains salariés et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré mais sans dépasser 1 792 659 actions, attribuer à certains salariés et administrateurs de la société des options leur permettant d'acquérir des actions de la société. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis dans une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

2008				
Nombre d'option attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
60 000	3,99 %	2,26 %	38 %	5 ans
75 000	2,92 %	2,26 %	38 %	3 ans
700 000	3,31 %	2,26 %	38 %	6 ans
50 000	3,18 %	2,26 %	38 %	5 ans
Total	3,32 %	2,26 %	38 %	de 3 à 6 ans

25 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

2007				
Nombre d'option attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
79 000	4,22 %	3,99 %	35 %	3 ans
50 000	4,22 %	3,99 %	35 %	5 ans
100 000	4,50 %	3,99 %	35 %	3 ans
100 000	4,62 %	3,99 %	35 %	5 ans
100 000	3,87 %	3,99 %	35 %	5 ans
250 000	4,23 %	3,99 %	35 %	3 ans
Total 679 000	4,27 %	3,99 %	35 %	de 3 à 5 ans

La juste valeur estimative des options attribuées en 2008 s'élève à 275 592 \$ (442 226 \$ en 2007). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 205 990 \$ (242 079 \$ en 2007) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2008		2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 517 500	1,70 \$	1 491 500	1,60 \$
Attribuées	885 000	0,97 \$	429 000	1,79 \$
Exercées	-	s.o.	(225 000)	1,00 \$
Échues	(354 500)	2,03 \$	(178 000)	2,00 \$
En circulation à la fin de l'exercice	2 048 000	1,33 \$	1 517 500	1,70 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	920 250	1,53 \$	1 004 667	1,65 \$

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

2008				2007			
Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées	Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,95	750 000	5,5 ans	-	1,00	250 000	2,1 ans	250 000
1,00	250 000	1,1 an	250 000	1,35	100 000	4,9 ans	-
1,06	75 000	2,2 ans	56 250	1,59	100 000	4,6 ans	-
1,10	60 000	4,1 ans	-	1,60	60 000	2,9 ans	21 667
1,35	100 000	3,9 ans	25 000	1,65	50 000	3,7 ans	12 500
1,59	100 000	3,6 ans	25 000	1,70	100 000	1,2 an	100 000
1,60	60 000	1,9 an	24 167	1,75	225 000	1,4 an	225 000
1,65	50 000	2,7 ans	25 000	1,80	25 000	3,5 ans	-
1,70	100 000	0,2 an	100 000	1,96	100 000	2,2 ans	75 000
1,75	225 000	0,4 an	225 000	2,00	344 500	1,7 an	274 500
1,80	25 000	2,5 ans	8 333	2,07	41 000	0,7 an	41 000
1,96	100 000	1,2 an	100 000	2,15	117 000	2,9 ans	-
2,00	70 000	1,9 an	52 500	2,50	5 000	0,6 an	5 000
2,15	83 000	2,2 ans	29 000	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
de 0,95 \$ à 2,15 \$	2 048 000	3,2 ans	920 250	de 1,00 \$ à 2,50 \$	1 517 500	2,3 ans	1 004 667

26 . OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société a comptabilisé un montant de 88 310 \$ (59 600 \$ en 2007) pour des services fournis par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

Le 22 août 2008, la société a versé un montant de 216 055 \$ à un employé et proche parent du Président lors du transfert du capital d'une EDDV (note 21). La transaction a été effectuée au coût et les éléments d'actifs et de passifs n'ont pas été réévalués.

27 . ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

A) Engagements

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipements représentant un engagement total de 6 076 294 \$ (6 928 616 \$ en 2007). Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats de location-exploitation calculés au 31 décembre 2008, s'établissent comme suit :

2009 – 1 809 885 \$ 2010 – 1 832 168 \$ 2011 – 1 406 233 \$ 2012 – 976 411 \$ 2013 – 51 597 \$

La société s'est engagée auprès d'un de ses fournisseurs pour acheter un nombre minimum de quadriporteurs de 1 100 unités en 2009 et de 1 200 unités en 2010 afin de conserver son droit de vente exclusif.

B) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

Classement des instruments financiers

Le classement des instruments financiers, autres que les instruments financiers dérivés désignés comme couverture, ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur aux 31 décembre 2008 et 2007, se détaille dans les tableaux suivants.

Juste valeur des instruments financiers

Au 31 décembre 2008, la valeur comptable des actifs financiers à court terme composés essentiellement des comptes clients et des autres débiteurs, et des passifs financiers à court terme se rapprochent de leur juste valeur compte tenu de leur réalisation prévue à court terme.

La valeur comptable des actifs financiers à long terme classés comme prêts et créances composé essentiellement des prêts à long terme diffèrent quelque peu de leur juste valeur puisqu'ils ne portent pas intérêt aux taux courants du marché.

La valeur comptable des placements à long terme dans des placements en PCAA classés comme détenus jusqu'à échéance se rapproche de leur juste valeur compte tenu qu'une baisse de valeur permanente a été comptabilisée aux résultats en 2007 et en 2008.

La valeur comptable des placements à long terme autres qu'en PCAA classés comme détenus jusqu'à échéance se rapproche de leur juste valeur compte tenu que ces éléments viennent à échéance à court terme (note 14B).

La valeur comptable des autres passifs financiers à long terme se rapproche de leur juste valeur compte tenu qu'ils sont assujettis à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, similaires à celles que la société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires, à l'exception de la dette d'une valeur nominale de 6 000 000 \$ qui a été réévaluée à sa juste valeur de 5 604 365 \$, en raison d'un taux d'intérêt favorable.

Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transactions liés aux actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, aux prêts et créances et aux autres passifs financiers sont considérés dans la valeur comptable de l'actif et du passif et sont ensuite amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

2008	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et autres passifs	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents	5 202 780 \$	- \$	- \$	5 202 780 \$	5 202 780 \$
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	9 326 821	9 326 821	9 326 821
Prêts à long terme	-	-	251 635	251 635	202 674
Placements à long terme en PCAA	-	1 780 126	-	1 780 126	1 780 126
Placements à long terme autres qu'en PCAA	-	4 100 000	-	4 100 000	4 100 000
	5 202 780 \$	5 880 126 \$	9 578 456 \$	20 661 362 \$	20 612 401 \$
Passifs financiers					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	710 000 \$	710 000 \$	710 000 \$
Créditeurs	-	-	5 984 551	5 984 551	5 984 551
Dette à long terme	-	-	8 775 595	8 775 595	8 775 595
	- \$	- \$	15 470 146 \$	15 470 146 \$	15 470 146 \$

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

2007	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transactions	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et autres passifs	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents	4 714 615 \$	- \$	- \$	4 714 615 \$	4 714 615 \$
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	8 605 832	8 605 832	8 605 832
Prêts à long terme	-	-	307 726	307 726	245 311
Placements à long terme en PCAA	2 719 929	-	-	2 719 929	2 719 929
	7 434 544 \$	- \$	8 913 558 \$	16 348 102 \$	16 285 687 \$
Passifs financiers					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	940 000 \$	940 000 \$	940 000 \$
Emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	-	-	3 750 000	3 750 000	3 750 000
Créditeurs	-	-	6 561 932	6 561 932	6 561 932
Dette à long terme	-	-	675 174	675 174	686 308
	- \$	- \$	11 927 106 \$	11 927 106 \$	11 938 240 \$

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire au minimum les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir certains risques. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

A) Risques de marché

Risque de change

La société réalise approximativement 59 % (58 % en 2007) de son chiffre d'affaires en monnaie étrangère et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus spécifiquement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 15 000 000 \$ pour couvrir ses risques de conversion sur les contrats de change.

Les tableaux ci-dessous résumant les engagements de la société à vendre des devises aux 31 décembre :

2008

Echéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	1,0708	25 700 000 \$
de 12 à 24 mois	Vente	1,1093	24 000 000
de 24 à 36 mois	Vente	1,1910	6 000 000
		1,1004	55 700 000 \$

2007

Echéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	0,9935	6 000 000 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors du règlement des contrats à la date de clôture de l'exercice.

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, s'établit comme suit aux 31 décembre :

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	2008	2007
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change à terme	(6 091 319) \$	14 009 \$
Moins la portion reliée à des contrats de change venant à échéance à court terme	(3 714 953)	14 009
	(2 376 366) \$	- \$

Au 31 décembre 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait un effet favorable (défavorable) sur les gains (pertes) non réalisés(es) sur contrats de change du résultat étendu de 518 000 \$ (64 000 \$ au 31 décembre 2007).

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisés dans les résultats immédiatement.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers ont été comptabilisés de la manière suivante aux états financiers :

	2008	2007
Gains de change provenant des contrats de change	- \$	225 280 \$
Gains (pertes) de change sur les soldes monétaires libellés en dollars américains	1 791 581	(1 152 121)
Total des gains (pertes) de change comptabilisés(es) au poste Autres revenus et charges	1 791 581	(926 841)
Gains (pertes) de change provenant des relations de couverture comptabilisés(es) au poste Chiffre d'affaires	(1 155 997)	410 964
	635 584 \$	(515 877) \$

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars US :

(en dollars US)

	2008	2007
Trésorerie et équivalents	469 248 \$	1 568 658 \$
Débiteurs	5 098 538	4 955 352
Prêts à long terme, incluant la portion à court terme	206 597	310 467
Créditeurs	(395 695)	(692 163)
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	-	(376 989)
Total des éléments monétaires libellés en dollars US	5 378 688 \$	5 765 325 \$

Au 31 décembre 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution (augmentation) des Autres revenus et charges de l'ordre de 54 000 \$ (58 000 \$ au 31 décembre 2007).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposé la société découle de ses placements à long terme, de ses emprunts bancaires et de ses emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 600 000 \$ dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêts variable sur la dette à long terme de 6 000 000 \$ à un taux fixe.

La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Le risque auquel la société est exposé en matière de taux d'intérêt s'établit comme suit :

Encaisse en dollars canadiens	Taux préférentiel moins 2,25 %
Encaisse en dollars US	Taux préférentiel moins 4,50 %
Débiteurs	Non productifs d'intérêts
Placements à long terme	Note 14 B
Prêts à long terme aux États-Unis	Note 15
Fournisseurs et autres créditeurs	Aucune charge
Emprunts bancaires	Taux préférentiel et taux préférentiel plus 1,00 %
Dettes à long terme	Note 18

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Incidence du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variable :

	2008	2007
Trésorerie et équivalents	(5 202 780) \$	(4 714 615) \$
Placements à long terme (certificat de placement garanti)	(4 100 000)	-
Emprunts bancaires	710 000	940 000
Emprunt à court terme	-	3 000 000
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	8 771 031	291 666
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variable	178 251 \$	(482 949) \$

Au 31 décembre 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une hausse (baisse) de 1 % du taux préférentiel aurait comme incidence une diminution (augmentation) des Autres revenus et charges de l'ordre de 2 000 \$ (-5 000 \$ au 31 décembre 2007) sur une base annuelle.

Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

B) Risque de crédit

La trésorerie et équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières « high-credit quality ». Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable.

Les placements dans des PCAA font l'objet d'incertitude qu'en à leur valeur d'encaissement éventuelle (note 14).

Les devises étrangères dont la société s'est engagées à vendre sous forme de contrats de change représentent un risque du fait que la société doit disposer des fonds en devises étrangères nécessaires pour rencontrer l'échéancier des contrats.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les comptes clients sont portés au bilan déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Au 31 décembre 2008, le classement chronologique des comptes clients était comme suit :

Comptes courants	3 784 312 \$
Comptes en souffrance depuis moins de 30 jours	2 587 570
Comptes en souffrance depuis 31 à 60 jours	1 474 566
Comptes en souffrance depuis plus de 60 jours	2 292 123
	10 138 571 \$

La provision pour créances douteuses a évolué comme suit depuis le 31 décembre 2007 :

Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2007	782 549 \$
Augmentation de la provision	780 986
Radiation de comptes	(342 164)
Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2008	1 221 371 \$

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

28 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Au 31 décembre 2008, la société disposait d'un fonds de roulement de 16 078 000 \$ (10 389 000 \$ au 31 décembre 2007) et de facilités de crédit non utilisées de 2 790 000 \$ (7 560 000 \$ au 31 décembre 2007).

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2008.

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Emprunts bancaires	710 000 \$	823 600 \$	14 200 \$	14 200 \$	28 400 \$	766 800 \$
Créiteurs	5 984 551	5 984 551	5 984 551	-	-	-
Dette à long terme, incluant la à court terme	8 775 595	9 689 323	792 047	699 488	1 291 130	6 906 658
Dérivés liés aux contrats de change	6 091 319	6 091 319	1 897 092	1 817 860	2 315 723	60 644
	21 561 465 \$	22 588 793 \$	8 687 890 \$	2 531 548 \$	3 635 253 \$	7 734 102 \$

29 . SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

Au cours de l'exercice 2008, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche et le développement s'élevant à 625 898 \$ (603 821 \$ en 2007). Ces crédits, dont 169 218 \$ n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales, ont été comptabilisés comme suit :

	2008	2007
En réduction des frais de développement reportés	425 548 \$	452 767 \$
En réduction des frais de vente et d'administration	200 350	151 054
	625 898 \$	603 821 \$

30 . INFORMATION SECTORIELLE

La société est structurée selon deux secteurs d'exploitation, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité) et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées (Transport adapté).

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles décrites dans les principales conventions comptables.

Les informations par secteur d'exploitation se détaillent comme suit :

	2008			2007		
	Accessibilité	Transport adapté	Total	Accessibilité	Transport adapté	Total
Chiffre d'affaires	45 982 363 \$	8 730 713 \$	54 713 076 \$	48 907 992 \$	8 611 698 \$	57 519 690 \$
Bénéfice d'exploitation	2 303 796	228 444	2 532 240	1 539 758	177 538	1 717 296
Bénéfice (perte) net(te)	1 353 156	196 121	1 549 277	(435 257)	111 330	(323 927)
Actifs	36 921 327	3 762 145	40 683 472	35 850 122	2 839 112	38 689 234
Amortissements	744 063	52 152	796 215	913 926	49 975	963 901
Dépenses en capital	192 646	13 898	206 544	206 190	9 920	216 110

30 . INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Les informations par secteur géographique se détaillent comme suit :

	Ventes		Immobilisations corporelles, actifs incorporels et écarts d'acquisition	
	2008	2007	2008	2007
États-Unis	29 219 541 \$	30 912 313 \$	448 627 \$	448 627 \$
Canada	21 975 687	22 887 455	2 727 742	3 076 391
Europe et ailleurs	3 517 848	3 719 922	-	-
	54 713 076 \$	57 519 690 \$	3 176 369 \$	3 525 018 \$

31 . ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 16 mars 2009, la société a signé deux ententes de financement avec son institution financière en vertu desquelles un emprunt temporaire de 3 000 000 \$ a été converti en dette à long terme. La première entente, au montant de 1 514 083 \$ US, vient à échéance en mars 2012 et est renouvelable pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de quatre périodes de renouvellement. La deuxième entente, au montant de 1 471 791 \$ US, vient à échéance en mars 2011 et est renouvelable pour des périodes de un an, jusqu'à un maximum de cinq périodes de renouvellement. Les deux emprunts, dont seuls les intérêts sont remboursables mensuellement, portent intérêt au taux de base américain moins 1 % et sont garantis en partie par les placements en PCAA.

À la suite de la restructuration des placements en PCAA, un instrument financier sera comptabilisé au 31 mars 2009 à un montant à être déterminé, représentant le gain entre la valeur nominale d'une tranche de la deuxième dette ci-dessus et la juste valeur des placements en PCAA qui garantissent cette portion de la dette.

32 . CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2008.